

**ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET D'ECONOMIE  
NUMERIQUE**

**ESGEN**

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de  
Master**

**Spécialité : Digital Banking Management**

**THEME :**

**L'IMPACT DE L'INCLUSION  
FINANCIERE SUR LA CROISSANCE  
ECONOMIQUE**

**CAS : Algérie**

**Présenté par :**

**Mme GUERRA Lilya**

**Mme BERBACHE Sarra**

**Encadré par :**

**Mme AHMEDYAHIA Samia**

**Maitre de conférences de classe B**

**Promotion**

**JUIN/2023**



**ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET D'ECONOMIE  
NUMERIQUE**

**ESGEN**

**Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du diplôme de  
Master**

**Spécialité : Digital Banking Management**

**THEME :**

**L'IMPACT DE L'INCLUSION  
FINANCIERE SUR LA CROISSANCE  
ECONOMIQUE**

**CAS : Algérie**

**Présenté par :**

**Mme GUERRA Lilya**

**Mme BERBACHE Sarra**

**Encadré par :**

**Mme AHMEDYAHIA Samia**

**Maitre de conférences de classe B**

**Promotion**

**JUIN/2023**

## ***Remerciements***

Nous remercions Dieu tout puissant de nous avoir donné le courage et la bonne volonté de mener à terme ce travail.

Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à notre encadreur, Mme Samia Ahmedyahia, pour son engagement, sa patience, sa générosité et surtout sa disponibilité.

Nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance la plus sincère envers les membres du jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Nos remerciements vont également à Mr. Mohamed Bouatelli, pour leur précieuse aide.

Plus largement, nous souhaitons remercier tous les enseignants de l'école supérieure de gestion et économie numérique, ainsi que tous nos collègues de la promotion E-banking, qui ont contribué à faire de cette année une expérience extrêmement enrichissante sur les plans intellectuel et humain.

Enfin, nous tenons à exprimer notre reconnaissance et notre profonde gratitude envers tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce projet.

## **Résumé**

L'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique a fait l'objet de plusieurs études théoriques et empiriques. L'objet de ce mémoire de fin d'étude est d'étudier cet effet dans le cadre de l'économie Algérienne durant la période 2004-2021. Pour ce faire, Nous avons fait appel à une analyse économétrique en s'appuyant sur le modèle autorégressif à retards échelonnés(ARDL). Les résultats clés de cette étude démontrent de manière concluante que l'inclusion financière a un impact positif tant à court terme qu'à long terme sur la croissance économique en Algérie.

**Mots clefs** : Inclusion Financière, Croissance Economique, ARDL

## **Abstract**

The effect of financial inclusion on economic growth has been the subject of several theoretical and empirical studies. The purpose of this dissertation is to study this effect in the context of the Algerian economy during the period 2004-2021. To do so, we have employed an econometric analysis based on the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model. The key findings of this study conclusively demonstrate that financial inclusion has a positive impact both in the short term and in the long term on economic growth in Algeria.

**Keywords:** Financial Inclusion, Economic Growth, ARDL

## Liste des figures

N°	Titre	Page
01	Les aspects de l'inclusion financière	18
02	Proportion d'adultes détenant un compte (%), 2011-2021	23
03	Nombre d'adultes de 15 ans et plus ne possédant pas de compte bancaire	24
04	l'effet de l'investissement sur l'offre et la demande	44
05	Répartition de branches commerciales entre les zones rurale et urbaine (%)	63
06	Répartition de DAB entre les zones rurale et urbaine (%)	64
07	pourcentage des hommes et des femmes ayant un compte actif	65
08	Présentation graphique de l'IIF en Algérie (2004-2021)	67
09	l'évolution du Pib (2004-2021)	72
10	l'évolution de nombre de branches commerciales pour 100000 adultes (2004-2021)	73
11	Nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes (2004-2021)	74
12	l'évolution d'épargne brute des ménages (% du PIB) (2004-2021)	75
13	l'évolution de dépenses publiques (% PIB) (2004-2021)	76
14	Détermination des retards optimaux du modèle estimé	79
15	Tests de Stabilité	82
16	Test de normalité de Jarque-Bera	84

## Liste des tableaux

<b>N°</b>	<b>Titre</b>	<b>Page</b>
01	L'indice de SARMA (2008) en Algérie durant la période 2004-2021	66
02	Résultats de test de PP	78
03	Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001)	80
04	Test d'estimation du modèle ARDL	80
05	Test du coefficient du retour à l'équilibre	81
06	Résultats de test de Breusch et Godfrey	83
07	Résultats de test d'ARCH	83
08	Résultats d'estimation des coefficients à CT et à LT	85

## Liste des abréviations

- ADF** : Dickey-Fuller Augmenté
- AFI** : Alliance De L'inclusion Financière.
- AIC** : Akaike Information Criterion
- ARDL** : Modèle Autorégressif a Retard Echelonné
- CIB** : Carte Interbancaire
- CT** : Court Terme
- DEP** : Dépenses Publiques
- EBM** : Epargne Brute des Ménage
- EMP** : Nombre d'Emprunteurs auprès des banques commerciales
- FAS** : Plateforme Financial Access Survey.
- FT** : Financement Du Terrorisme.
- GAB** : Guichet Automatique Bancaire
- IDH** : Indice De Développement Humain.
- IIF** : Indice D'inclusion Financière.
- IPH** : Indice De Pauvreté Humaine.
- LBC** : Lutte Contre Le Blanchiment De Capitaux.
- LT** : Long Terme
- MCO** : les Moindres Carrés Ordinaires
- NBC** : Nombre de Branches Commerciales
- OCDE** : Organisation for Economic Cooperation and Development
- OCI** : Organisation De La Cooperation Islamique.
- ONG** : Organisations Non Gouvernementales.
- PIB** : Produit Intérieur Brut.
- PME** : Petites Et Moyennes Entreprises.
- PNB** : Produit National Brut.



**PNUD** : Programme Des Nations Unies Pour Le Développement.

**PP** : Phillips et Perron.

**RDM** : Reste Du Monde.

**RNB**: Revenue National Brut.

**SIC**: Shwarz Information Criterion

**WDI**: World Development Indicators

## Sommaire

Introduction générale :.....	I
Chapitre 01 : L'inclusion financière.....	4
Section I : Concepts généraux de l'inclusion financière.....	7
Section II : Mesure de l'inclusion financière.....	16
Section III : Inclusion financière dans le monde : défis et politiques.....	23
CHAPITRE 02 : La croissance économique.....	33
Section I : Cadre général sur la croissance économique.....	35
Section II : Les théories de la croissance économique : .....	42
Section III : L'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique .....	52
CHAPITRE 03 : L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie .....	61
Section I : L'inclusion financière en Algérie.....	63
Section 2 : méthodologie et choix de variables .....	70
Section 3 : Etude empirique sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique .....	79
Conclusion générale : .....	92
Bibliographie .....	93
Annexes .....	93

## **Introduction Générale**

## Introduction générale :

La croissance économique mesurée par le taux d'augmentation du produit intérieur brut (PIB), constitue, aujourd'hui, l'instrument de référence principal pour la gestion à court et à long terme de l'ensemble des économies. Le taux de croissance offre une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs de la politique économique tel que l'augmentation des revenus, l'accroissement de la richesse matérielle et le bien-être de la population. Lorsque le PIB d'un pays augmente, cela indique souvent que l'économie se développe et crée de la richesse.

Ce phénomène est largement reconnu dans l'histoire de la pensée économique. Il trouve ses origines dans la première révolution industrielle, où l'accent est passé des pensées classiques sur l'enrichissement de l'État aux théories modernes qui mettent en avant le progrès technique et les facteurs endogènes.

Au cours des dernières années, la théorie de la croissance économique s'est concentrée sur l'importance du secteur financier pour favoriser la croissance. La contribution d'un secteur financier efficace à l'économie, que ce soit au niveau de l'accumulation de capital, de l'accroissement de l'épargne ou de l'investissement, est largement reconnue.

Les politiques relatives au secteur financier sont devenues la pierre angulaire du débat sur la manière de stimuler la croissance dans les pays à faible revenu, de réduire les niveaux de grandes pauvretés et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement. L'avenir d'une notion réside désormais, en partie, dans sa capacité à rendre son secteur économique et financier plus inclusif.

En effet, les services bancaires ont un caractère de bien public, il est donc nécessaire que l'accessibilité et l'utilisation équitable de ces services bancaires par l'ensemble de la population doivent figurer parmi les objectifs pertinents des institutions financières. C'est dans cette optique que l'inclusion financière a émergé comme l'un des piliers clés de l'agenda international en faveur d'un secteur financier inclusif.

Contrairement à l'exclusion financière, l'inclusion financière se traduit par la fourniture effective de services financiers à un coût abordable à toutes les catégories de la société et vise à lutter contre les inégalités sociales.

Les différentes études théoriques n'arrivent pas à une réponse claire et définitive sur la relation inclusion-croissance, tandis que la quasi-totalité des études empiriques identifient un effet positif.

Bien que l'inclusion financière soit importante pour l'Algérie, peu d'études empiriques ont été menées sur l'impact de ce phénomène sur la croissance économique du pays. Ce manque de recherche nous a incitées à explorer la relation entre l'inclusion et la croissance.

La vérification de ce postulat nous amène à poser la problématique suivante :

### **Quel est l'impact, à court et long terme, de l'inclusion financière sur la croissance économique ?**

A partir de cette question fondamentale, plusieurs questions secondaires peuvent être posées à savoir :

- Comment l'inclusion financière peut affecter la croissance économique ?
- Comment évalue-t-on le niveau d'inclusion financière ?
- Quel est la corrélation entre l'ouverture de nouvelles succursales bancaires et la croissance économique ?

Afin d'entamer notre recherche, il est nécessaire de prendre en compte les hypothèses suivantes :

**H1** : L'inclusion financière a un effet positif sur la croissance économique.

**H2** : L'augmentation de nombre d'emprunteurs stimule l'inclusion financière et donc la croissance économique, à long terme.

**H3** : L'ouverture continue de nouvelles succursales bancaires entraîne une croissance économique illimitée.

Dans le but de traiter ce sujet d'une manière approfondie, nous avons opté la démarche méthodologique suivante :

Une étude purement théorique portant sur les aspects fondamentaux de l'inclusion financière et la croissance économique, suivie par une étude économétrique pour l'analyse des résultats. Pour une évaluation correcte de l'impact de l'inclusion commerciale sur la croissance

économique, à court et à long terme, nous avons utilisé une modélisation ARDL (modèle autorégressif à retard échelonné) à l'aide de logiciel "Eviews12".

Pour pouvoir répondre à notre problématique et vérifier les hypothèses, nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre se concentre sur l'inclusion financière à l'échelle mondiale. Il est organisé en trois sections distinctes. La première section examine en détail les concepts fondamentaux de l'inclusion financière. Dans la deuxième section, nous explorons les différents aspects utilisés pour mesurer ce phénomène. Enfin, la troisième section présente un état des lieux de l'inclusion financière à l'échelle mondiale, en mettant en évidence les obstacles qui la freinent ainsi que les politiques qui y sont associées.

Le deuxième chapitre intitulé la croissance économique, et divisé en trois sections. Nous précéderons d'abord dans la première section à des rappels sur le concept de la croissance économique. La deuxième section décrit les différentes théories de la croissance économique. Enfin, la troisième section porte sur la relation entre l'inclusion et la croissance économique en se basant sur quelques études théoriques et empiriques.

Le troisième chapitre fait l'objet de l'étude de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie. Dans la première section, on va faire un état des lieux de l'inclusion financière en Algérie. Dans la deuxième section on va déterminer la méthodologie de notre modèle empirique. La dernière section quant à elle porte sur l'étude économétrique, nous procéderons à l'estimation par le modèle ARDL et l'interprétation des résultats pour l'économie algérienne.

Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion générale dans laquelle nous présentons une synthèse des résultats obtenus en répondant à nos questions de départ.

## **Chapitre 01 : L'inclusion financière**

## Introduction du chapitre

L'inclusion financière est un sujet qui attire de plus en plus l'attention des décideurs politiques, des institutions financières et des chercheurs. Elle vise à garantir que tous les individus et les entreprises aient accès aux services financiers de base nécessaires pour participer pleinement à l'économie.

L'importance de ce phénomène a conduit à une demande croissante de mesures précises et fiables pour évaluer son étendue. Les acteurs du secteur financier se sont penchés sur cette question afin de fournir des indicateurs et des outils permettant de quantifier et de comparer les niveaux d'inclusion financière entre différents pays et populations.

Cependant, malgré les avantages potentiels de l'inclusion financière, de nombreuses populations dans le monde entier sont encore exclues du système financier formel. Selon un rapport de la Banque mondiale, environ 1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas de compte bancaire et ne disposent pas d'un accès formel aux services financiers. De plus, les populations marginalisées telles que les femmes, les personnes vivant dans les zones rurales, les jeunes et les personnes à faible revenu sont souvent les plus touchées par l'exclusion financière.

Pour remédier à cette situation, de nombreuses initiatives ont été développées pour promouvoir l'inclusion financière, ces politiques visent à favoriser la littératie financière et à autonomiser les populations marginalisées en leur permettant de prendre des décisions financières éclairées.

Le but de ce premier chapitre est de présenter l'inclusion financière. Pour cela, nous procédons d'abord dans la première section à des rappels sur l'inclusion financière, mettant en lumière ses acteurs, ses objectifs, ses produits et services, ainsi que les potentiels inconvénients associés.

Au cours de la deuxième section, nous essayerons d'aborder les différents aspects de mesure et d'explorer les méthodes d'analyse des indicateurs d'inclusion financière en concentrant particulièrement sur la construction de l'indice de Sarma.

Enfin, la troisième section examinera l'état de l'inclusion financière dans le monde, nous identifierons les obstacles majeurs et les politiques mises en place pour les surmonter.



## Section I : Concepts généraux de l'inclusion financière

L'inclusion financière est devenue un sujet clé dans la politique économique de nombreux pays. Elle fait référence à l'ensemble des mesures qui visent à faciliter l'accès et l'utilisation des services financiers pour tous, y compris les populations exclues ou marginalisées. Cette section se concentrera sur les concepts clés de l'inclusion financière, en commençant par sa définition, son évolution, son importance. Nous explorerons également les différents acteurs de l'inclusion financière, ainsi les produits et les services financiers fournissant à la population exclue du système bancaire traditionnel.

### 1. Définition de l'inclusion financière

L'inclusion financière est définie de différentes manières selon les organisations et les acteurs impliqués dans sa promotion.

Selon la banque mondiale, l'inclusion financière signifie que les particuliers et les entreprises ont accès à des produits et services financiers utiles et abordables qui répondent à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) fournis de manière responsable et durable<sup>1</sup>.

L'alliance de l'inclusion financière (AFI), quant à elle, définit l'inclusion financière comme "un moyen qui rend les services financiers plus accessibles aux personnes non bancarisées dans le monde"<sup>2</sup>

Selon la banque d'Algérie, l'inclusion financière se réfère à la disponibilité et l'utilisation de tous les services financiers par les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés, à travers les canaux officiels<sup>3</sup>.

Ces définitions soulignent toutes l'importance de l'accès aux services financiers pour les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers surtout ceux qui sont marginalisés et qui ont souvent du mal à obtenir des financements auprès des banques traditionnelles.

---

<sup>1</sup> <https://banquemonde.org/fr/topic/financialinclusion/overview> (02/04/2023 à 11/20)

<sup>2</sup> <https://blog.secteur-prive-developpement.fr/institution/lalliance-pour-linclusion-financiere-afi> (02/04/2023 à 11/33)

<sup>3</sup> Brochure Sur L'inclusion Financière, <https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/10/inclusion7> (22/06/2023 à 22/02)

## 2. Historique et évolution :

L'inclusion financière est une notion qui a évolué au fil du temps, en réponse aux changements économiques, technologiques et politiques, passant d'un concept purement commercial à un concept axé sur le développement économique et social. Au cours des dernières décennies, les gouvernements et les organisations internationales ont reconnu l'importance de l'inclusion financière et ont commencé à investir dans des programmes et des politiques pour favoriser l'accès aux services financiers de base pour tous.

Les premiers programmes d'inclusion financière ont débuté dans les années 1970, lorsque les gouvernements et les organisations internationales ont commencé à se concentrer sur les moyens d'aider les populations mal desservies, en offrant des services de prêts et d'épargne.

Dans les années 1990, la microfinance a commencé à augmenter en popularité, où plusieurs institutions ont offert des services bancaires à des personnes pauvres ou à faible revenu. Cependant, ces institutions étaient souvent limitées dans leur portée et leur capacité à toucher les populations les plus marginalisées.

En 2008, la crise des prêts hypothécaires à risque (subprime) a été un tournant pour l'inclusion financière, car elle a mis en évidence les failles du système bancaire traditionnel ; c'est dans ce contexte que les fintechs ont émergé comme des acteurs clé dans l'inclusion financière.

En 2020, les fintechs ont connu une croissance significative en raison de la pandémie de Covid19. La fermeture des établissements financiers traditionnels a poussé de nombreuses personnes à se tourner vers les services financiers numériques, tels que les applications de paiement mobile et les comptes bancaires en ligne. Les fintechs ont répondu à cette demande en proposant des solutions innovantes et adaptées aux besoins des consommateurs pendant la pandémie.

Cependant, la pandémie a eu des conséquences négatives sur l'inclusion financière ; elle a exacerbé les inégalités économiques et financières existantes. Les personnes qui étaient déjà financièrement vulnérables ont été les plus touchées par la pandémie, avec des pertes d'emplois, des réductions de salaire et des difficultés financières accrues. Pour ces personnes, l'accès aux services financiers reste un défi, malgré l'offre croissante de solutions fintechs.

Aujourd'hui, l'inclusion financière élargit pour inclure d'autres dimensions, telles que l'accès aux services financiers pour les femmes et les jeunes. Les innovations technologiques continuent de jouer un rôle important dans cette évolution, avec l'émergence de nouveaux modèles de services financiers à distance et de solutions de paiement numériques : des nombreuses régions du monde connaissent une croissance exponentielle des services de paiement mobile, offrant des moyens pratiques et sécurisés pour les personnes non bancarisées de recevoir et d'envoyer de l'argent.

### 3. L'importance de l'inclusion financière

L'inclusion financière est un enjeu crucial pour le développement économique et social des pays, elle représente un moyen important pour :

- promouvoir l'égalité des chances et réduire les inégalités économiques et sociales.
- Améliorer le niveau de vie et le bien-être économique des populations, notamment les plus vulnérables et les exclus, En permettant leur accès aux services financiers.
- renforcer la résilience financière des individus et des communautés, en leur permettant de faire face aux chocs économiques tels que les crises financières, les catastrophes naturelles ou les pertes d'emplois.

### 4. Les objectifs de l'inclusion financière

Les objectifs de l'inclusion financière sont les suivants<sup>1</sup> :

- Augmenter les opportunités d'accès aux services financiers pour toutes les catégories de la société, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises, et attirer les personnes défavorisées et financièrement exclues vers le système financier pour leur fournir des services financiers importants.
- Protéger les droits des consommateurs de services financiers en élaborant des politiques et des directives et en informant les personnes qui traitent avec les institutions financières de leurs droits et de leurs devoirs pour garantir un minimum d'éducation financière.
- Travailler pour accroître la liquidité de l'accès aux sources de financement et en bénéficier pour améliorer les conditions de vie des citoyens.

---

<sup>1</sup> GODIH (D), KAMELI (M) et LAZREG (M), *L'inclusion financière : Enjeux et objectifs*, مجلة بحوث الاقتصاد و المناجمنت, 2023, PP. 717-740, العدد 1

- Renforcer les projets d'entrepreneuriat et de développement économique et habiliter les petites et moyennes entreprises à investir et à se développer.
- Lutter contre la pauvreté et le chômage et atteindre la prospérité et le bien-être social, et soutenir le secteur bancaire en diversifiant les actifs bancaires.
- Promouvoir la sensibilisation et l'éducation financière de manière appropriée par la coopération de toutes les parties prenantes impliquées dans la stratégie.
- Répondre aux plaintes des clients et traiter avec eux avec diligence, fournir des services de conseil si nécessaire.
- Autoriser les très petites entreprises à investir et à se développer pour maintenir les niveaux de pauvreté et atteindre la prospérité et le bien-être social.

## 5. Les acteurs de l'inclusion financière :

### 5.1. Les gouvernements :

Acteur majeur de l'inclusion financière, c'est l'organe qui oriente, contrôle et régule les activités de l'État en élaborant des politiques et des lois réglementaires pour assurer une bonne gouvernance. En tant que régulateurs et superviseurs des institutions financières et des marchés financiers, ils jouent un rôle important dans l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les personnes défavorisées.

### 5.2. Les institutions financières :

Les institutions financières sont des entités qui offrent des produits et services financiers, tels que les comptes d'épargne, les prêts, les investissements et les assurances. En plus de ces services bancaires traditionnels, les institutions financières se concentrent désormais sur l'expansion de leurs services pour inclure un plus large éventail de clients.

- **La banque centrale** : « La banque des banques », est une institution publique qui gère la monnaie d'un pays ou d'un groupe de pays et contrôle la masse monétaire<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> <https://ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me/html/what-is-a-central-bank.fr> (15/05/2023 à 14/00)

- **La banque commerciale** : un intermédiaire financier qui gère les dépôts et collecte l'épargne de leurs clients, tout en accordant des prêts et en offrant des services financiers<sup>1</sup>.
- **La compagnie d'assurance** : une institution chargée de couvrir les agents économiques contre des risques financiers liés aux dommages et aux pertes<sup>2</sup>.
- **La coopérative de crédit** : une association de personnes qui déposent leurs économies dans un fonds commun et empruntent à ce fonds à des taux d'intérêt minimales, pour améliorer leur statut social et économique. Elle fonctionne comme une banque (fournit des services bancaires traditionnels), mais elle est contrôlée et détenue par leurs membres. Ces derniers sont un lien commun d'association par exemple des personnes résidant dans une même communauté ou travaillant dans la même entreprise<sup>3</sup>.
- **Les sociétés de micro finance** : c'est le système financier décentralisé qui fournissent une gamme de services financiers (services d'épargne et services de crédit) à des petits opérateurs économiques des zones rurales et du secteur informel des milieux urbains et périurbains<sup>4</sup>.

### 5.3. Les organisations non gouvernementales (ONG) :

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont des organisations privées à but non lucratif qui s'emploient à résoudre les problèmes sociaux et économiques des communautés du monde entier. Ils sont indépendants des gouvernements et se concentrent sur des questions telles que les droits de l'Homme, la pauvreté, l'environnement, la santé et l'éducation. Ils offrent également des programmes de littératie financière pour donner aux gens les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées concernant leurs finances. L'inclusion financière est un domaine où les ONG ont eu une influence majeure alors qu'elles peuvent toucher plus de personnes et avoir un plus grand impact en établissant des relations avec les parties prenantes et en défendant leurs causes à plus grande échelle<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> AZROU (Yasmina), BOUZERIA (Lila), Le financement bancaire des particuliers au service de crédit à la consommation, Mémoire de fin de Cycle, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, 2020, P.08

<sup>2</sup> <http://www.Financedemarché.fr/definition/compagnie-dassurances> (12/04/2023 à 09/18)

<sup>3</sup> <http://leganet.cd/Legislation/Droit%20economique/Banques> (12/04/2023 à 09/27)

<sup>4</sup> Marc (L) et Thierry (M), *Introduction. De la microfinance à l'inclusion financière*, Mondes en développement, N° 185, 2019, PP.7-12

<sup>5</sup> Ludovic (C.T), *Organisation non gouvernementale*, Dictionnaire d'administration publique, 2014, PP.361-362

#### **5.4. Les fournisseurs de technologies financières (fintech) :**

La Fintech est une combinaison de services financiers et de technologie, où les entreprises développent des technologies numériques innovantes pour optimiser les services financiers<sup>1</sup>. La Fintech s'efforce d'utiliser la technologie pour combler le fossé entre ceux qui ont accès au financement et ceux qui n'y ont pas accès, en fournissant des services financiers plus efficaces et plus rentables.

#### **5.5. Les entreprises et les employeurs :**

Les entreprises peuvent faciliter l'accès aux services financiers pour leurs employés, notamment en proposant des programmes de paie et des régimes d'épargne-retraite. Les entreprises peuvent également travailler avec les communautés locales pour promouvoir l'inclusion financière.

#### **5.6. Les universités et les centres de recherche :**

Les universités et les centres de recherche peuvent contribuer à l'inclusion financière en menant des recherches sur les besoins et les comportements financiers des populations à faible revenu, en développant des programmes d'éducation financière et en formant des professionnels de l'inclusion financière.

### **6. Les produits et les services de l'inclusion financière**

L'inclusion financière est un mouvement mondial visant à fournir des services financiers accessibles à tous, y compris aux personnes qui sont exclues du système bancaire traditionnel, ces produits et services sont :

#### **6.1. Services bancaires de base:**

Ils comprennent l'ouverture et la gestion d'un compte courant, une carte bancaire ainsi que l'accès aux opérations courantes telles que le dépôt ou le retrait d'argent. Ces services sont essentiels car ils permettent aux individus d'avoir accès à leur propre argent en toute sécurité.

---

<sup>1</sup> <https://selectra.info/finance/guides/comprendre/fintech> (12/04/2023 à 13/54)

## **6.2. Assurance :**

L'accès à une assurance garantit une protection sociale en cas de problème majeur (maladie, accident, décès). Les produits d'assurance comme l'assurance santé ou l'assurance vie ont pour but de protéger les individus et leur famille contre l'imprévu. Ils permettent également de se prémunir contre des risques financiers imprévus.

## **6.3. Microcrédit:**

C'est un prêt de faible montant destiné aux petites entreprises ou entrepreneurs n'ayant pas accès au crédit ordinaire. Le microcrédit permet à ces derniers de démarrer ou développer leurs activités économiques avec des conditions avantageuses.

## **6.4. Cartes de crédit prépayées :**

Les cartes prépayées sont une alternative sûre et pratique au paiement en espèces. Elles permettent aux utilisateurs de faire des achats en limitant leurs dépenses la somme d'argent déposé sur la carte. Elles permettent également de gérer le budget plus efficacement car elles empêchent les dépenses excessives.

## **6.5. Paiement mobile :**

Les services de paiement mobile permettent aux personnes de transférer de l'argent à distance à moindre coût.

## **6.6. Transfert d'argent :**

Les services de transfert d'argent offrent une solution pratique, rapide et sécurisée pour envoyer et recevoir de l'argent dans différents endroits du monde. Cette option est très utile pour les personnes qui voyagent beaucoup ou qui vivent dans un pays différent de leur pays natal.

## **6.7. Éducation financière :**

L'éducation financière offre aux individus la possibilité d'apprendre à mieux gérer leur argent en comprenant comment fonctionne le système financier ainsi que la planification budgétaire.

Ces produits et services sont de plus en plus populaires, car ils permettent aux personnes disposant de ressources limitées, d'accéder aux marchés financiers sans avoir à passer par les canaux bancaires traditionnels. Ceci est particulièrement avantageux pour ceux qui n'ont pas accès aux systèmes bancaires traditionnels, en raison de contraintes géographiques ou pour d'autres raisons.

### **7. Les inconvénients de l'inclusion financière :**

Bien que l'inclusion financière ait rendu les services bancaires facilement accessibles à de nombreuses personnes, il existe certains inconvénients associés.

- L'un des problèmes les plus courants associés à l'inclusion financière est la dette. Les institutions et entreprises prêteurs peuvent fournir des crédits faciles pour atteindre leurs objectifs commerciaux, mais cela peut aussi entraîner une augmentation de la dette chez les consommateurs qui ne sont pas en mesure de rembourser ces prêts rapidement.
- Le manque d'éducation financière chez certaines populations entraîne une mauvaise gestion budgétaire et des investissements peu optimisés. Un accès non encadré et mal informé aux produits bancaires, tels que les cartes de crédit, peut entraîner des problèmes de surendettement et de pertes financières significatives.
- La mise en place de l'inclusion financière présente le risque de renforcer les inégalités économiques existantes. En effet, les individus ayant déjà accès aux services financiers peuvent bénéficier davantage que les communautés sous-privées et souvent exclues de ce mouvement d'inclusion.
- Les efforts d'inclusion financière peuvent ignorer certains groupes socialement marginalisés tels que les personnes âgées et handicapées. Ces individus pourraient éprouver des difficultés à accéder aux services financiers en raison d'un manque de familiarisation avec la technologie ou de problèmes de mobilité
- L'inclusion financière peut entraîner une augmentation de la criminalité financière, notamment en ce qui concerne le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- certaines pratiques d'inclusion financière peuvent avoir des effets négatifs sur l'environnement. La fourniture de cartes de crédit ou la commercialisation par des institutions bancaires basées sur l'immobilier peut conduire à une augmentation du nombre de biens immobiliers construits et constituer une pression supplémentaire sur les terres agricoles.



- La facilitation des transactions électroniques grâce à l'inclusion financière s'accompagne d'un risque important en matière de sécurité informatique. Dans le monde entier, les cybers attaques ciblant les systèmes bancaires sont en hausse, menaçant tant les finances personnelles que la stabilité financière mondiale.

En conclusion, l'inclusion financière est une initiative cruciale pour promouvoir l'égalité économique et le développement durable. Les efforts continus des acteurs concernés sont nécessaires pour réaliser pleinement les avantages de l'inclusion financière tout en minimisant les inconvénients potentiels.

## Section II : Mesure de l'inclusion financière

L'approche de la fourniture de services financiers repose sur les données d'accès, qui sont généralement collectées périodiquement par la banque centrale ou le ministère des finances. Ces informations sont ensuite analysées pour générer des indicateurs qui donnent un aperçu des différents aspects de l'inclusion financière.

Selon l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI), l'accès à ce type d'informations sur une base continue est crucial pour développer des politiques pertinentes visant à améliorer la portée du secteur financier.

Dans cette section, nous aborderons les différents aspects de l'inclusion financière, les indicateurs clés utilisés pour mesurer ces aspects, ainsi que l'indice multidimensionnel qui permet d'évaluer globalement l'inclusion financière d'un pays.

### 1. Les aspects de l'inclusion financière :

L'inclusion financière est un concept complexe qui englobe plusieurs aspects pertinents selon le contexte de chaque pays, l'AFI propose quatre aspects ceux lesquels l'inclusion financière peut être définie, classés par ordre de complexité croissante<sup>1</sup> :

#### 1.1. Accès :

L'accès se réfère à la disponibilité et la capacité des individus à utiliser les services financiers formels tels que les comptes bancaires, les cartes de crédit, les prêts, les assurances, etc. il permet donc aux individus de participer pleinement à l'économie et de gérer efficacement leur argent.

L'accès peut être évalué en comptant le nombre de comptes ouverts dans les institutions financières et en calculant le pourcentage de personnes possédant un compte. Ces données peuvent généralement être obtenues auprès des institutions financières elles-mêmes.

---

<sup>1</sup> <https://fi-global.org/publications/mesurer-linclusion-financiere-les-indicateurs-fondamentaux-de-linclusion-financiere/> (08/05/2023 à 22/03)

### **1.2. Qualité :**

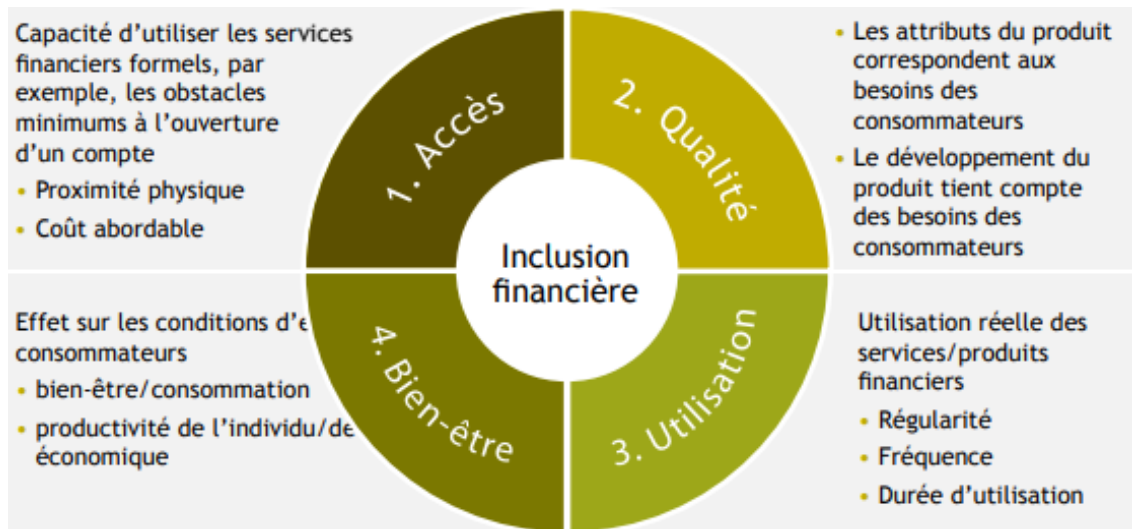
La dimension de la qualité évalue dans quelle mesure un service ou un produit financier répond aux besoins d'un consommateur en matière de style de vie. Elle prend en compte les attitudes et les opinions du consommateur à l'égard des produits auxquels il a accès, ainsi que la qualité de l'interaction entre le prestataire de services financiers et le consommateur, les options qui s'offrent à eux et le degré de connaissance qu'ils ont de ces options.

### **1.3. Utilisation :**

L'utilisation fait référence à la performance, la portée et la profondeur des services et produits financiers utilisés. En d'autres termes, la détermination de l'usage requiert de collecter les informations en matière de régularité, fréquence, et durée d'utilisation dans le temps. Cela implique également la nécessité d'évaluer quelle combinaison de produits financiers est utilisée par une personne ou une famille.

### **1.4. Bien-être :**

Mesurer les effets des instruments et produits financiers sur la vie des gens peut s'avérer difficile. Il s'agit notamment d'évaluer les changements dans leur consommation, leur activité économique et leur bien-être général. Pour déterminer avec précision l'influence des services financiers sur les individus, il est essentiel de les isoler de tout autre facteur tel qu'une augmentation des revenus. Pour obtenir des informations sur la qualité, l'utilisation et le bien-être, il est crucial de connaître les points de vue des utilisateurs, c'est-à-dire d'avoir des données obtenues au moyen d'une enquête effectuée du côté de la demande.

**Figure N°01:** Les aspects de l'inclusion financière

Source : <https://fi-global.org/publications/mesurer-linclusion-financiere-les-indicateurs-fondamentaux-de-linclusion-financiere/>

## 2. Méthodes d'analyse des indicateurs d'inclusion financière :

Il existe deux méthodes fondamentales pour mesurer le niveau d'inclusion financière. La première méthode consiste à analyser les indicateurs d'inclusion financière séparément, tandis que la seconde méthode consiste à construire un indice d'inclusion financière multidimensionnel<sup>1</sup>.

### 2.1. L'analyse des indicateurs d'inclusion financière séparément :

Afin de refléter le niveau de l'inclusion financière d'une économie, les institutions financières telles que la banque mondiale (plateforme Global Findex) et le Fonds monétaire international (la plateforme Financial Access Survey « FAS ») fournissent plusieurs indicateurs notamment le nombre d'agences bancaires pour 1 000 km<sup>2</sup>, le nombre de guichets automatiques

<sup>1</sup> ABBES (M.A), l'inclusion financière en Algérie et dans les pays de la région MENA : une comparaison à l'aide de l'indice multidimensionnel d'inclusion financière-IIF, Revue des Sciences commerciales et de gestion, vol 17, N° 1, Décembre, 2021, PP. 15-16

pour 100 000 personnes, le montant moyen des prêts par rapport au PIB par habitant et le nombre de dépôts pour 1 000 personnes... .

Ces indicateurs fournissent des informations importantes et utiles pour analyser la situation et l'étendue de l'inclusion financière dans différentes économies, mais ils ne donnent pas une vue d'ensemble du degré d'inclusion du système financier.

Selon Sarma, si les indicateurs d'inclusion financière sont utilisés et analysés séparément, cela peut conduire à une mauvaise interprétation des niveaux globaux d'inclusion financière de l'économie, ignorant potentiellement des informations importantes sur la fonctionnalité du système financier.

## **2.2. La construction des indices multidimensionnels d'inclusion financière:**

Les chercheurs sont largement convaincus qu'il est essentiel de construire un indice multidimensionnel pour mesurer l'inclusion financière. Ce type d'indice peut être utilisé pour comparer le niveau d'inclusion financière et suivre les progrès des initiatives de politique d'inclusion financière dans les économies.

L'étude de Sarma est l'une des premières et les plus importantes recherches sur cet indice, elle constate que la mesure globale et complète par un indice multidimensionnel nécessaire pour une interprétation claire de l'inclusion financière. Elle a utilisé trois dimensions à savoir la pénétration bancaire, la disponibilité et l'utilisation.

Dans ce sens, Mehrotra et al(2009) ont construit un indice d'inclusion basé sur des indicateurs d'inclusion financière tels que le nombre de comptes de dépôt ruraux et de crédits bancaires dans plusieurs États de l'Inde. Dans un autre cas, Arora (2010) a établi un indice d'inclusion en utilisant diverses dimensions et indicateurs dans le cadre de la classification du Fonds monétaire international, qui classe 98 pays en économies avancées et en économies en développement.

De même, Gupte et al. (2012) ont déclaré que l'incorporation d'un plus grand nombre de dimensions dans la construction d'un indice améliore son exhaustivité. Afin de rendre l'indice plus indicatif, pour les années 2008 et 2009, les auteurs ont inclus autant de dimensions que possible, en utilisant 22 indicateurs dans 139 pays.

### 3. Indice multidimensionnel de Sarma:

#### 3.1. Construction de l'indice :

Lors de sa construction d'un indice multidimensionnel pour l'inclusion financière, Sarma, (2008, 2012) a appliqué de manière similaire la méthode utilisée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour élaborer des indices de développement tels que, l'indice de développement humain (IDH) et l'indice de pauvreté humaine (IPH). Cette approche consiste à calculer des indices pour chaque dimension d'inclusion financière.

De ce fait, la première étape reposera sur le calcul d'un indice pour la  $i$ ème dimension,  $d_i$  selon la formule suivante<sup>1</sup> :

$$d_i = \frac{A_i - m_i}{M_i - m_i} \quad \dots\dots\dots (1)$$

Où :

$d_i$  : Valeur de l'indice pour la dimension  $i$ ;

$A_i$  : Valeur réelle de la dimension  $i$ ;

$m_i$  : Valeur minimale de la dimension  $i$  ;

$M_i$  : Valeur maximale de la dimension  $i$ .

La formule (1) assure que  $0 \leq d_i \leq 1$ . Plus la valeur  $d_i$  est élevée, plus les résultats du pays dans la dimension  $i$  est abordable. Si  $n$  dimensions de l'inclusion financière sont prises en compte, alors, un pays  $i$  sera représenté par un point  $D_i = (d_1, d_2, d_3, \dots, d_n)$ , Sur l'espace cartésien à  $n$  dimensions.

Dans cet espace  $n$ -dimensionnel, le point  $O = (0, 0, 0, \dots, 0)$  représente la pire situation, tandis que le point  $I = (1, 1, 1, \dots, 1)$  représente la réalisation la plus élevée dans toutes les dimensions.

<sup>1</sup> Sarma (M), Index of financial inclusion, working paper N° 215, June, 2008, P6

L'indice d'inclusion financière est mesuré par la distance euclidienne inversée et normalisée du point Di par rapport au point idéal I = (1, 1, 1, 1,...1). La formule exacte est la suivante<sup>1</sup> :

$$IIF = 1 - \frac{\sqrt{(1 - d_1)^2 + (1 - d_2)^2 + \dots + (1 - d_n)^2}}{\sqrt{n}}$$

En fonction de la valeur des IFI, les pays sont classés en trois catégories, à savoir :

- $0.6 < IFI \leq 1$  : une inclusion financière élevée,
- $0.3 \leq IFI \leq 0.6$  : une inclusion financière moyenne,
- $0 \leq IFI < 0.3$  : une inclusion financière faible.

### 3.2. Les dimensions de l'indice d'inclusion financière :

Comme nous l'avons déjà vu précédemment, Sarma a pris en considération trois dimensions jugées fondamentales pour qu'un système financier soit inclusif.

#### 3.2.1. Pénétration bancaire :

Cette dimension est mesurée par le niveau de bancarisation de la population, autrement dit, la proportion de personnes ayant un compte bancaire. De ce fait, Sarma a utilisé « le nombre de comptes pour 1000 adultes »

Cependant, les données sur le nombre de personnes "bancarisées" ne sont pas facilement disponibles. En l'absence de telles données, nous utilisons le nombre de comptes bancaires de dépôt pour 1 000 adultes comme indicateur indirect de cette dimension<sup>2</sup>.

#### 3.2.2. Disponibilité des services bancaires:

Il est essentiel pour un système financier qui valorise l'inclusivité de fournir aux utilisateurs un accès facile aux services bancaires. Pour estimer cette dimension, Sarma a utilisé deux indicateurs: le nombre d'agences bancaires pour 100 000 adultes « et », « ou » le nombre de GAB pour 100 000 adultes, ou par le nombre d'employés bancaires par client.

<sup>1</sup>Sarma (M), Op.Cit, P.7

<sup>2</sup>Sarma (M), Measuring financial inclusion, Economics Bulletin, Vol 35, N° 1, March, 2015, PP. 604-611

### 3.2.3. Utilisation des produits et services bancaire :

Les modes d'utilisation d'un système bancaire inclusif sont divers et variés : crédit, dépôts, paiements, envois de fonds, transferts... etc. Il est important donc de prendre en compte toutes ces formes d'utilisation lors de la mesure de l'utilisation, mais malheureusement, il n'existe pas encore de données comparables sur les paiements, les envois de fonds et les transferts dans les différents pays. En raison de cette limitation, notre indice actuel n'intègre que deux services bancaires fondamentaux : « les Encours dépôts/PIB + les Encours prêts/PIB ».

En conclusion, la mesure de l'inclusion financière est un domaine essentiel dans l'évaluation de l'accès et l'utilisation des services financiers dans une économie. Traditionnellement, les indicateurs d'inclusion financière étaient utilisés pour évaluer la situation dans un pays ou une région donnée. Cependant, ces indicateurs séparés fournissent seulement une vision partielle, c'est pourquoi l'utilisation d'un indice multidimensionnel, tel que l'indice de Sarma, est devenue courante pour mesurer l'inclusion financière de manière plus globale.



### **Section III : Inclusion financière dans le monde : défis et politiques**

La réussite de l'inclusion financière dépendra de la mise en place de politiques et de réglementations adéquates permettant de surmonter les défis auxquels sont confrontées les populations exclus des services financiers.

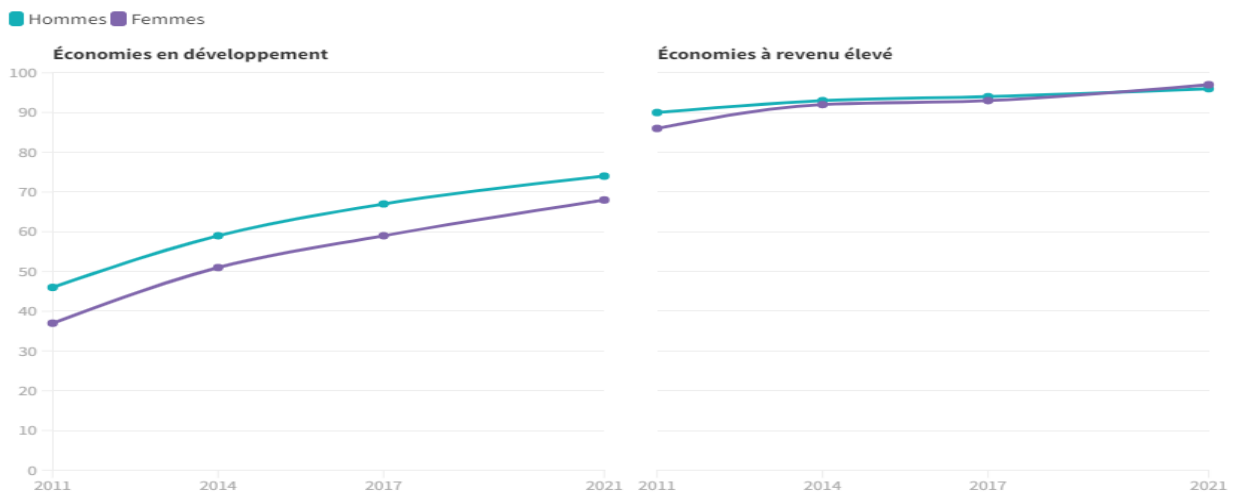
Cette section abordera l'état actuel de l'inclusion financière, les obstacles qui entravent son avancement et les politiques mises en place pour favoriser son expansion.

#### **1. Etat des lieux de l'inclusion financière dans le monde**

La croissance de l'inclusion financière est variable selon les pays, avec une progression notable dans certains mais plus lente dans d'autres en raison notamment des inégalités entre sexes et revenus.

##### **1.1. L'accès :**

En 2021, 76 % des adultes dans les pays riches possédaient un compte auprès d'une institution financière ou d'un prestataire de services d'argent mobile, contre 63 % dans les économies en développement. L'accès aux services financiers est favorisé pour les populations urbaines plutôt que rurales. Les services financiers formels sont inaccessibles à près de 200 millions d'adultes vivants en milieu rural en Chine.

**Figure N°2** : Proportion d'adultes détenant un compte (%), 2011-2021

Source : GLOBAL FINDEX

Le taux de bancarisation des femmes est inférieur à celui des hommes. À 78 % chez les hommes et 74 % chez les femmes, soit un écart de 4 points de pourcentage.

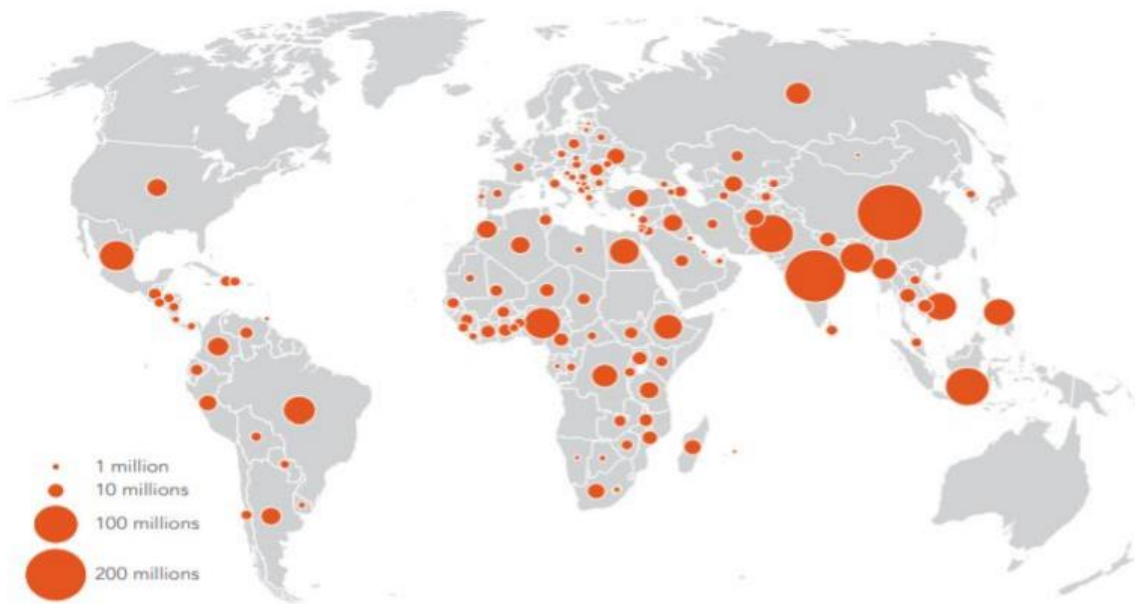
En revanche, environ 1,7 milliard d'adultes n'ont pas de compte bancaire ou d'accès à des services de paiement mobile. La quasi-totalité de ces adultes non bancarisés vivent dans des pays à faible revenu : près de la moitié dans sept pays (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Nigeria et Pakistan). En outre, les femmes représentent 40 % de la population qui n'a pas accès à des services financiers formels.

Ainsi, 200 millions de micro, petites et moyennes entreprises n'avaient pas accès au crédit et à des services financiers d'un coût abordable<sup>1</sup>

Le Global Findex 2017 révèle que les plus pauvres représentent une part disproportionnée des personnes non bancarisées, les personnes exclues sont donc beaucoup plus d'être pauvres<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> <https://banquemonde.org/fr/news/immersive-story/2018/05/18/gains-in-financial-inclusion-gains-for-a-sustainable-world> (10/05/2023 à 16/00)

<sup>2</sup> Idem

**Figure N°3** : Nombre d'adultes de 15 ans et plus ne possédant pas de compte bancaire

Source : Global Findex

## 1.2. L'usage :

Dans les économies en développement, environ 36 % des adultes reçoivent aujourd'hui un salaire, un versement de l'État, un paiement pour la vente de produits agricoles ou un transfert de fonds national sur un compte courant. D'après les données, le versement d'une somme d'argent sur un compte plutôt qu'en espèces peut inciter les individus à recourir au système financier formel : 83 % des individus qui reçoivent des paiements numériques en effectuent également. Près de deux tiers des personnes interrogées se sont servies de leur compte pour réaliser des opérations d'encaissement ou de décaissement, et environ 40 % pour épargner, contribuant ainsi au développement de l'écosystème financier<sup>1</sup>.

La pandémie a également entraîné un recours accru aux paiements numériques. Dans les économies à revenu faible ou intermédiaire (hors Chine), plus de 40 % des adultes qui ont effectué des paiements auprès de commerçants en magasin ou en ligne par carte, téléphone ou internet l'ont fait pour la première fois lors de la pandémie. De même, plus d'un tiers des adultes de ces pays ont commencé à payer directement leurs factures via un compte courant. En Inde,

<sup>1</sup> <https://banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2022/06/29/covid-19-drives-global-surge-in-use-of-digital-payments> (11/05/2023 à 14:48)

plus de 80 millions d'adultes ont effectué leur premier paiement numérique chez un commerçant après le début de la pandémie, et plus de 100 millions en Chine<sup>1</sup>.

## **2. Les obstacles de l'inclusion financière :**

Les obstacles à l'inclusion financière sont nombreux et variés, et ils peuvent différer d'un pays à l'autre.

- **Manque d'accès géographique :**

Les institutions financières sont principalement concentrées dans les zones urbaines, ce qui rend difficile pour les régions moins peuplées d'avoir des succursales. De plus, les coûts élevés liés à l'établissement et à la gestion de succursales dans ces régions limitent également l'accès.

- **Manque de capital :**

La croissance et l'innovation dans les services financiers dépendent de ressources et de financements adéquats, qui font souvent défaut dans les marchés à faibles revenus.

- **Circuits de distribution peu développés :**

Les populations défavorisées ou éloignées ont des difficultés d'accès aux services financiers en raison du manque de développement des circuits de distribution, tels que les établissements bancaires et les distributeurs automatiques de billets.

- **Capacité institutionnelle limitée :**

Les prestataires de services financiers manquent souvent de vision stratégique, de leadership et de capacités internes pour innover et développer des services répondant aux besoins de nouveaux segments de marché.

- **Manque d'informations sur les prestataires et les services :**

La disponibilité limitée d'informations fiables sur les services financiers rend difficile la compréhension des avantages et des risques associés à ces services.

---

<sup>1</sup> Banque Mondiale, Op-Cit

- **Manque de motivation pour innover :**

De nombreux prestataires de services financiers ne voient pas les avantages d'investir dans l'innovation et de fournir des services novateurs aux populations mal desservies.

- **Facteurs culturels, sociaux et démographiques :**

Certains groupes de population rencontrent des obstacles liés à leur religion, leur origine ethnique, leur genre et leur âge. Des règles formelles telles que les exigences d'âge minimum pour ouvrir un compte bancaire ou la nécessité d'une autorisation du mari pour effectuer des transactions financières pour les femmes peuvent limiter l'accès et l'utilisation des services financiers.

- **Cadres réglementaires contraignants, obsolètes et rigides :**

Les réglementations peuvent limiter la capacité des institutions financières à offrir des services aux populations non solvables selon les critères traditionnels.

- **Manque de confiance dans les services financiers formels :**

Les clients ont souvent une méfiance envers les institutions financières formelles en raison de situations de traitement injuste ou d'escroquerie. Cela rend difficile l'établissement d'une relation de confiance entre les clients et les prestataires, entraînant ainsi une préférence pour les transactions informelles.

- **Le manque d'éducation financière constitue.**

L'insuffisance de connaissances et de compétences financières rend difficile pour les individus de prendre des décisions éclairées concernant leurs finances personnelles.

- **Une faible capacité de supervision :**

Une supervision insuffisante réduit également la capacité des régulateurs à détecter et à combattre efficacement la criminalité et la fraude financières, ce qui peut décourager encore plus les gens à investir et à utiliser les services financiers.

### 3. Les politiques de l'inclusion financière :

Les politiques d'inclusion financière ont pour objectif d'offrir des solutions pratiques aux défis et obstacles que les populations les plus vulnérables rencontrent pour accéder aux services financiers. Les gouvernements, les banques centrales et les autres acteurs du secteur financier sont appelés à concevoir et à mettre en œuvre des politiques efficaces pour favoriser l'utilisation de produits financiers par les populations non-bancarisées<sup>1</sup>.

#### • Renforcer l'infrastructure financière :

Le développement de l'infrastructure financière est un élément clé pour promouvoir l'inclusion financière et assurer la stabilité et la résilience du système financier. La capacité des institutions financière, y compris les banques, les entreprises de microfinance, les sociétés d'assurance ...etc., doit être renforcé en fournissant une infrastructure financière adéquate. Les mesures prioritaires à prendre pour atteindre cet objectif comprennent :

- Extension du réseau d'agences : promotion de l'implantation géographique des prestataires de services financiers en facilitant la création de nouveaux points d'accès tels que les agences bancaires, les guichets automatiques et les points de vente.
- Développement des systèmes de paiement et de règlement : mise en place d'un système national efficace pour faciliter le transfert de fond entre les institutions financières et les consommateurs.
- Utilisation des progrès technologiques : développement des services financiers numériques pour améliorer la communication et l'échange d'informations et permettre des transactions financières efficaces et à moindre coût.
- Création d'une base de données complète : activation du rôle des bureaux d'information sur le crédit et création de bases de données complètes pour enregistrer l'historique de crédit pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises, ainsi que pour les biens meubles, et garantir l'accès des fournisseurs de services et des clients à ces informations.

---

<sup>1</sup> <https://worldbank.org/fr/voices/8-points-cles-pour-accelerer-l-inclusion-financiere> (07/04/2023 à 02/31)

- **Encourager le développement de produits financiers bon marché et innovants**

Les gouvernements ont un rôle important à jouer pour aider les personnes mal desservies sur le plan financier à avoir accès à des produits financiers adaptés à leurs besoins uniques. Cela implique la création de cadres réglementaires qui encouragent les institutions financières à développer des produits financiers adaptés aux besoins des consommateurs, tout en étant adorable et compétitifs en termes de coût tels que microcrédits et micro-assurances ; la suppression des barrières comportementales qui empêchent l'utilisation de ces services et l'amélioration de son qualité.

- **Promouvoir la diversité des établissements financiers.**

L'inclusion financière implique que chaque individu ait accès aux services financiers dont il a besoin, il est donc nécessaire de proposer une gamme diversifiée de produits et services financiers, adaptés aux besoins spécifiques des différents segments de la population. La diversité des établissements financier est un moyen d'offrir cette gamme, il peut s'agir de banques commerciales, coopératives de crédit, institutions de microfinance, établissements de paiement mobile, ... etc. chacun de ces établissements peut se spécialiser dans différents créneaux de marché, et offrir des produits et services différents, s'adressant chacun à un segment de clientèle spécifique.

En favorisant la diversité des établissements financiers, les consommateurs ont plus d'option à leur disposition pour accéder à des services financiers adaptés à leurs besoins, ce qui peut aider à réduire l'exclusion financière ; cela peut également favoriser la concurrence entre les établissements financiers. Mais il est nécessaire de mettre en place un cadre juridique et réglementaire qui autorise différents types d'établissements et qui applique des règles et des contrôles adaptés au niveau de risque de tous les acteurs. De plus, cette diversité doit être accompagnée de politiques favorisant un environnement concurrentiel et équitable pour tous les prestataires.

- **Investir dans les moyens de contrôle et s'appuyer sur la technologie pour optimiser l'emploi de ressources limitées :**

Assurer une surveillance efficace du secteur financier est essentiel pour garantir l'inclusion financière de tous. Pour cela, il est important d'investir dans des moyens de contrôle adaptés aux ressources disponibles, en ayant recours à la technologie pour optimiser

l'utilisation de ces dernières. En effet, plusieurs mesures nécessitent des contrôles rigoureux, tant sur le plan prudentiel que comportemental. Dans les pays où les capacités nationales sont limitées, une approche basée sur les risques peut s'avérer nécessaire.

• **Mettre en place des exigences graduées, reposant sur les risques, en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)**

Consiste à adapter les règles de contrôle de manière proportionnée au niveau de risque encouru par les établissements financiers. La banque mondiale préconise cette approche pour éviter une réglementation excessive, pouvant freiner l'activité économique ; tout en garantissant la sécurité et l'intégrité du système financier. Les établissements financiers doivent donc procéder à une évaluation du risque pour chaque client et pour chaque type de transaction, afin de déterminer les mesures de LBC/FT à mettre en place en conséquence. Les établissements financiers jugés "à haut risque" devront appliquer des mesures de LBC/FT renforcées ; tandis que les autres pourront procéder à des contrôles plus allégés. Cette approche permet de cibler les contrôles sur les services financiers les plus à risque tout en évitant de les pénaliser inutilement.

• **La protection financière des consommateurs**

Le concept de protection financière des consommateurs est devenu une priorité récente pour assurer l'inclusion financière. Les prestataires de services financiers ont un rôle important à jouer pour garantir que les consommateurs ont accès à des produits et services financiers adaptés à leurs besoins et que leurs droits sont protégés. Les règles édictées à cet égard ont pour but d'accroître la confiance des consommateurs dans le secteur financier à travers :

- garantir que le client bénéficie d'un traitement équitable et transparent des services et des produits financiers, à un coût raisonnable et de qualité.
- Fournir des informations précises et nécessaires sur les modalités et conditions d'utilisation des produits, ainsi que sur les avantages et les risques associés, afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées
- protéger les données personnelles et financières des clients contre les fraudes, les piratages et autres violations de la sécurité



- développer des mécanismes appropriés pour surveiller et défendre les droits des consommateurs

En mettant en œuvre ces politiques, les gouvernements, les banques centrales et les autres acteurs du secteur financier peuvent contribuer à surmonter les obstacles à l'inclusion financière et à favoriser son expansion, permettant ainsi à davantage de personnes d'avoir accès aux services financiers et de bénéficier des avantages économiques qui en découlent.

En résumé, l'état de l'inclusion financière dans le monde reste inégal et confronté à de nombreux défis. Certaines régions et populations continuent d'être exclues des systèmes financiers formels. Afin de relever ces défis, il est crucial de mettre en place des politiques et des initiatives adaptées aux besoins spécifiques de ces populations, tout en renforçant les compétences et les connaissances financières des individus.

## Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre consacré à l'inclusion financière ; il convient de constater que l'inclusion financière est un facteur primordial du développement économique car, elle vise à garantir que tous les individus et les entreprises aient accès aux services financiers de base. Pour atteindre cet objectif, de nombreux acteurs sont impliqués, tels que les gouvernements, les banques centrales, les institutions financières, les organisations non gouvernementales et les agences de développement. Chacun de ces acteurs joue un rôle clé dans la promotion de l'inclusion financière.

Au cours de notre exploration des différents aspects de l'inclusion financière, nous avons identifié plusieurs indicateurs clés qui permettent de quantifier et d'évaluer son étendue. Néanmoins, il est important de noter que l'analyse séparée de ces indicateurs ne fournit qu'une vision partielle de la réalité complexe de l'inclusion financière ; C'est pourquoi plusieurs chercheurs ont adopté l'utilisation d'un indice multidimensionnel dans la mesure de l'inclusion financière de manière plus approfondie.

L'indice de Sarma constitue un exemple concret de la construction d'un tel indice, qui prend en compte plusieurs aspects. En utilisant des pondérations appropriées, cet indice permet une évaluation plus précise et comparative des niveaux d'inclusion financière entre les pays et les populations.

La croissance de l'inclusion financière varie selon les pays, avec une progression notable dans certains mais plus lente dans d'autres en raison notamment des inégalités entre sexes et revenus. Ainsi, l'accès aux services financiers formels reste limité dans de nombreux pays, en particulier dans les zones rurales ; Pour cela, les différents acteurs de l'inclusion doivent collaborer étroitement pour mettre en place les politiques nécessaires pour limiter ces obstacles.

## **CHAPITRE 02 : La croissance économique**

## Introduction du chapitre :

L'amélioration du niveau de vie de la population et la garantie du bien-être social sont des objectifs ultimes des pouvoirs publics. Quelles que soient les politiques suivies, ces objectifs ne peuvent être pleinement réalisés sans une croissance économique soutenue et durable.

En effet, la croissance économique est un sujet d'étude important en économie, car elle permet de comprendre le processus d'enrichissement des nations et d'assurer la prospérité économique, sociale et humaine. Pour cela les économistes ont formulé diverses théories et modèles pour expliquer les mécanismes fondamentaux de la croissance.

Les économistes classiques tels qu'Adam Smith, David Ricardo et Thomas Malthus sont à l'origine des premières théories qui ont jeté les bases de nouvelles perspectives dans le domaine économique. Leurs idées ont suscité un débat sur les facteurs essentiels de la croissance économique.

L'inclusion financière a commencé à s'inscrire dans ce débat, dès le milieu du XIXe siècle. Le développement des théories de la finance ont mis en évidence le rôle primordial de l'inclusion financière comme facteur déterminant de la qualité de la croissance économique d'un pays.

Le but de ce deuxième chapitre est de traiter la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique, mais tout d'abord nous allons présenter les fondements théoriques de la croissance économique. Il se divise en trois sections :

Nous procéderons dans la première section à des rappels sur la croissance économique avec ses facteurs, ses indicateurs et ses étapes.

Au cours de la deuxième section, nous essayerons de présenter l'évolution des théories de la croissance économique.

Enfin, la troisième section sera consacrée à l'analyse de la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique.

## Section I : Cadre général sur la croissance économique

La croissance économique est l'un des indicateurs clés de la santé économique d'un pays. Elle mesure la variation de la production économique d'une année à l'autre. La croissance économique est largement considérée comme un objectif important pour la plupart des pays développés et en développement car elle peut fournir une prospérité économique et sociale.

Dans cette première section, nous allons donc nous intéresser à la croissance économique en tant que concept global, en présentant les différents types de cette croissance, ses indicateurs, ses facteurs, ainsi que ses étapes.

### 1. Définition de la Croissance Economique

Plusieurs définitions de la croissance économique existent :

**François Perroux** définit la croissance économique comme « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global brut ou net en termes réels »<sup>1</sup>.

Selon **Simon Kuznets**, la croissance économique d'un pays peut être définie comme étant « une hausse sur une longue période de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. Cette capacité croissante est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert »<sup>2</sup>.

La croissance économique, selon **Jaques Lecaillon**, est : « l'expansion de la production ou du produit national sur une longue période »<sup>3</sup>.

Nous retenons de cette diversité de définition que la croissance économique peut être assimilée à l'accroissement régulier de la quantité des biens et services produites dans un pays.

---

<sup>1</sup>ROBERT (Pierre), *Croissance et Crise*, édition PERSON, Paris, 2010, P2

<sup>2</sup> KUZNETS (Simon), *Modern Economic Growth: Findings and Reflections*, The American Economic Review, N°3, 1973, PP. 247-258

<sup>3</sup>LECAILLON (Jaques), *la Croissance Economique*, édition CUJAS, Paris, 1972, p12

## 2. Les types de la croissance économique :

**2.1. La croissance intensive** : elle se repose sur les gains de productivité globale : cela représente une utilisation optimale des facteurs de production<sup>1</sup>.

**2.2. La croissance extensive** : elle se repose sur l'augmentation quantitative des facteurs de productions utilisés : une croissance du capital et du travail utilisé.

## 3. Les indicateurs de la croissance économique

### 3.1. Le produit intérieur brut (PIB) :

Un indicateur économique international, utilisé pour mesurer le taux de croissance économique ; Il détermine la valeur totale de production des biens et services durant une période donnée généralement un an, autrement dit la richesse créée au cours de l'année.

Suivi plusieurs années, le PIB peut montrer si l'économie d'un pays est en croissance ou décroissance, la croissance du PIB est le signe d'une économie saine, une baisse du PIB indique qu'un pays ne fonctionne pas à son plein potentiel ou peut-être en récession économique.

Pour calculer cet indicateur, les économistes disposent plusieurs méthodes, nous citons les plus utilisés :

- **La méthode des dépenses :**

La méthode des dépenses, encore appelée méthode de la demande globale, est un système de calcul du PIB qui combine tout l'argent dépensé dans un pays sur une période donnée : la consommation, l'investissement, les dépenses publiques et les exportations nettes.

$$PIB = C + I + G + X - M$$

C : la consommation finale

I : l'investissement privé et public

G : les dépenses publics

X : les exportations

M : les importations

---

<sup>1</sup> BRASSEUL (Jaques), *Introduction à l'économie du développement*, édition ARMOUD, Paris, 1993, P13

- **La méthode des revenus :**

Cette méthode consiste à prendre en compte l'ensemble des revenus des facteurs de production.

$$PIB = \text{Les salaires} + \text{Les intérêts} + \text{Les bénéfices} + \text{Les rentes}$$

- **La méthode de la production :**

C'est la méthode de la valeur ajoutée où le PIB est égal à la somme des valeurs des biens et services produits dans un pays, moins les biens et services intermédiaires utilisés dans leurs productions.

$$PIB = \sum (VA) + \text{impôt sur le produit} - \text{subvention}$$

VA = valeur des biens et services produits – valeur des consommations intermédiaires

### Les limites de PIB :

Vu que le PIB est un indicateur statistique, il est loin de refléter parfaitement la richesse d'un pays. En effet des nombreuses activités ne sont pas prises en compte dans le calcul du PIB, il s'agit principalement de :

- Les activités domestiques celles que les ménages se rendent pour leur propre compte.
- L'économie souterraine (les activités illégales), les activités qui relèvent du travail au noir.
- Les externalités négatives qui désignent « résultat non voulu d'une action voulue », notamment les effets négatifs sur la santé et sur l'environnement.

### 3.2. Produit national brut (PNB)

Le produit national brut est un indicateur économique qui indique la valeur des biens et services finis, produits par les facteurs de production, détenus par les citoyens d'un pays, sans prendre en compte le lieu de la création de cette valeur<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>ANDREW (Gillespie), *Economie: Macro-Micro*, édition DUNOD, Paris, 2007, P66.

Le PNB est un indicateur basé sur le principe de nationalité, il mesure la somme des richesses produites par une nation, sur son territoire ou à l'étranger, au cours d'une période donnée. Autrement dit le PNB c'est le produit intérieur brut (PIB) auquel on ajoute les produits nettes provenant de l'étranger<sup>1</sup>.

Cet agrégat se calcule par la formule :

$$PNB = PIB + \text{les produits nettes provenant de l'étranger}$$

Les produits nets provenant de l'étranger sont les revenus du travail et capital en provenance de l'étranger diminués des revenus du travail et capital versés à l'étranger.

### 3.3. Le revenu national brut RNB :

Le revenu national brut RNB est un indicateur de l'activité économique représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes. Il est égal au PIB plus les revenus nets reçus de l'étranger moins les revenus payés à l'étranger.

$$RNB = PIB - \text{revenus primaires à payer au RDM} \\ + \text{revenus primaires à recevoir du RDM}$$

RDM : reste du monde

## 4. Les facteurs de la croissance économique

Les facteurs de production :

Produire, c'est combiner plusieurs facteurs de production. Cependant, cette alchimie reste limitée par la quantité de facteurs disponibles et les coûts qu'ils supportent. Cette combinaison doit être évolutive et adaptable aux innovations technologiques.

Dans l'analyse économique, on retient deux grands facteurs de production le capital et le travail.

### 4.1. Facteur travail :

Est l'un des facteurs de production, fourni par les ménages qui vendent leur force de travail en échange d'un salaire pour assurer la production d'une organisation. Le facteur travail a deux aspects<sup>2</sup> :

<sup>1</sup><http://www.toupie.org/Dictionnaire/Pnb.htm> (24/03/2023 à 23/17)

<sup>2</sup> SILEM (Ahmed), *l'économie politique*, édition ARMAND COLIN, 2011, P1



- **Un aspect quantitatif** : la main d'œuvre disponible. Autrement dit l'effectif des salariés et la population disponible pour travailler.
- **Un aspect qualitatif** : le facteur travail n'est pas homogène. : Il nécessite des compétences et des qualifications particulières. A ce fait on examine le niveau d'étude des hommes et femmes constituant la population active, mais aussi leur expérience, tout comme leur capacité à mobiliser leurs moyens au profit de la production.

#### 4.2.Facteur capital :

Le facteur capital constitue l'ensemble des équipements et des éléments matériels mobilisé par les unités de production pour produire<sup>1</sup>. Il se décompose en deux parties :

- **Le capital circulant** : c'est l'ensemble des consommations intermédiaires détruits ou transformé pendant le processus de production.
- **Le capital fixe** : il s'agit des biens durables. C'est l'ensemble des biens qui ne sont pas détruits durant le processus de production.

#### 4.3.Le progrès technique :

Le progrès technique est l'ensemble des innovations qui permettent d'augmenter le niveau de production de biens et services sans augmenter le facteur travail et capital. Il s'agit d'améliorer la productivité, par une meilleure prise en compte des conditions environnementales.

### 5. Les étapes de la croissance économique

**Rostow** dans son ouvrage « les étapes de la croissance économique », a défini les cinq différentes étapes de la croissance économique à savoir : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse<sup>2</sup>.

#### 5.1.La société traditionnelle :

Dans cette phase qui constitue le point de départ du processus de développement. Elle se caractérise par<sup>3</sup>:

- Une production limitée et une économie fondée sur l'agriculture.
- L'absence de la science et la technologie.
- La productivité est faible.

<sup>1</sup>MULLER (J), VANHOVE (P), et VIPREY (C), *économie : Manuel et application*, DUNOD, Paris, 2004, P151

<sup>2</sup>Rostow (Walt. W), *Les Cinq Etapes De La Croissance Economique*, édition Le Seuil, Paris, 1963, P 15.

<sup>3</sup>CAIRNCROSS (A.K), *The Stages of Economic Growth*, *The Economic History Review*, 1961, N°3, PP.450-458

- La société est hiérarchisée.
- Les échanges sont faibles

### **5.2. Les conditions préalables au décollage :**

C'est une étape de transition pour les sociétés traditionnelles. Dans son analyse Rostow a remarqué que cette étape a commencé en Europe occidentale à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, notamment en Grande Bretagne. Cette étape est due à une décision politique pour permettre d'atteindre certains objectifs comme l'amélioration des conditions de vie. A partir de cette période on voit apparaître la création des institutions financières, des banques. Les échanges internationaux commencent à s'élargir avec de plus grands nombres de biens et de Pays. Cette étape a donc montré que le progrès économique était possible<sup>1</sup>.

### **5.3. Le décollage :**

Comme Rostow l'a stipulé dans son livre dans cette étape, la croissance devient une « fonction normale de l'économie ». On passe alors d'une économie agricole à une économie industrielle grâce au progrès technique. Ce dernier a été favorisé par l'augmentation des investissements étrangers, la mécanisation et l'industrialisation. Par conséquent, on voit un secteur agricole de plus en plus mécanisé, il y a donc une augmentation de la productivité agricole ce qui stimulerait la demande<sup>2</sup>.

### **5.4. Le progrès vers la maturité :**

Cette phase fait partie d'une longue période de progrès soutenu combinée à une application des technologies modernes. Elle se caractérise par<sup>3</sup>:

- Un nouvel accroissement du taux d'investissement.
- Une diversification de la production.
- La structure de la population active se modifie.

### **5.5. L'ère de la consommation de masse :**

Pendant cette dernière étape<sup>4</sup>, la production des biens de consommation et les services deviennent les principaux secteurs de l'économie, de plus, les revenus augmentent pour satisfaire les besoins élémentaires et accroître le niveau de vie.

---

<sup>1</sup>CAIRNCROSS (A.K), Op.Cit

<sup>2</sup>idem

<sup>3</sup>ROSTOW (Walt. W), Op. Cit, P 22.

<sup>4</sup>Ibid, P 23.

A partir de cette section, nous pouvons conclure que la croissance économique est essentielle pour stimuler le développement d'un pays. Elle est considérée comme l'un des phénomènes les plus fascinants de la macroéconomie. En effet, grâce à la croissance économique, un pays peut améliorer le niveau de vie de sa population en créant des emplois, en augmentant les revenus et en offrant de nouvelles opportunités économiques. Un pays sans croissance économique serait confronté à la stagnation et au déclin.

Il est donc crucial pour les gouvernements de mettre en place des politiques économiques efficaces, pour encourager la croissance économique, et garantir un développement durable et équitable pour tous.

## **Section II : Les théories de la croissance économique :**

Les théories de la croissance économique ont évolué au fil du temps en fonction des développements économiques, politiques et sociaux. Elles ont été initiées par les économistes classiques, enrichies par les théories du 19<sup>ème</sup> siècle, et ont connu un renouveau dans les années 1980 avec l'émergence des modèles endogènes et exogènes de la croissance.

Cette section se concentrera sur les principales théories de la croissance économique, en explorant leurs fondements théoriques et leurs hypothèses.

### **1. La théorie classique**

Les idées des économistes classiques ont jeté les bases de la pensée économique moderne et ont inspiré de nombreuses théories ultérieures sur la croissance économique. Leurs contributions ont permis de mieux appréhender les mécanismes de la croissance et ont ouvert la voie à de nouvelles perspectives dans ce domaine.

#### **1.1.L'analyse d'Adam Smith :**

Pour Adam Smith, la richesse ne se limite pas à l'accumulation de métaux précieux ou à la production agricole, mais plutôt à l'ensemble des biens matériels nécessaires à la vie humaine, créés par le travail productif de tous les secteurs économiques.

Il situe la division du travail comme génératrice d'un processus de croissance basé sur la hausse de la productivité et le développement des échanges<sup>1</sup>. La répartition des tâches entre les individus améliore l'efficacité du travail productif, à travers le développement de l'habileté des travailleurs spécialisés dans une tâche, l'économie du temps réalisée et l'augmentation de la propension à innover.

#### **1.2.L'analyse de David Ricardo :**

Selon Ricardo, la croissance économique repose principalement sur le réinvestissement du profit et l'accumulation du capital.

---

<sup>1</sup> HEINZ (K) et NERI (S), *Theories of Economic Growth – Old and New*, 2016, P4

Ricardo avait une vision pessimiste, il estime qu'à long terme l'économie va atteindre un état stationnaire, c'est-à-dire il n'aura plus de croissance économique.

Dans son analyse, il prit en considération les intérêts divergents entre les trois classes de la société qui va limiter très rapidement la croissance :

- Les propriétaires terriens qui reçoivent la rente pour l'exploitation de la terre.
- Les travailleurs qui reçoivent un salaire.
- Les capitalistes qui reçoivent un profit pour l'investissement du capital.

Il considère que le progrès technique et le libre-échange sont des facteurs essentiels pour ralentir le déclin de la croissance bien que ce dernier soit inéluctable.

### **1.3.L'analyse de Robert Malthus :**

L'économiste Thomas Robert Malthus, considère que la croissance repose sur le réinvestissement du surplus.

Malthus a un raisonnement pessimiste. Il considère que l'économie converge vers un état stationnaire, et que cet état stationnaire est expliqué à travers la loi de la population. Selon celle-ci, la croissance démographique s'accroît plus fort que la croissance économique et donc la croissance de population va limiter les ressources alimentaires disponibles.

Pour Malthus, il faut limiter cette croissance de population .Il propose en conséquence de maîtriser la natalité en mettant en place une politique démographique malthusienne c'est-à-dire une politique de restriction volontaire des naissances par la "contrainte morale", et de supprimer toutes les aides aux populations pauvres.

## **2. La théorie de Schumpeter :**

La théorie de Schumpeter sur la croissance économique est connue sous le nom de "théorie de l'innovation" ou "théorie de la destruction créatrice". Développée par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter au début du XXe siècle, cette théorie propose une explication dynamique de la croissance économique, en mettant l'accent sur le rôle de l'innovation technologique et de l'entrepreneuriat.

Selon Schumpeter, le moteur principal de la croissance économique est l'innovation technologique<sup>1</sup>, qui est introduite dans l'économie par les entrepreneurs. Il soutient que l'innovation est un processus disruptif qui perturbe l'équilibre économique existant et crée de nouvelles opportunités économiques.

Schumpeter distingue cinq types d'innovations<sup>2</sup> :

- L'innovation de produit : l'introduction d'un nouveau produit sur le marché, offrant de nouvelles fonctionnalités ou améliorations par rapport aux produits existants.
- L'innovation de processus : l'introduction de nouvelles méthodes de production ou de distribution qui permettent de réduire les coûts, d'augmenter l'efficacité et d'améliorer la qualité des biens et services.
- L'innovation de marché : l'ouverture de nouveaux marchés ou la conquête de parts de marché grâce à de nouvelles approches de marketing, de nouveaux modèles commerciaux ou de nouvelles formes de concurrence.
- L'innovation organisationnelle : la mise en place de nouvelles structures organisationnelles, de nouvelles formes de gestion ou de nouvelles pratiques de travail visant à améliorer l'efficacité et la productivité.
- L'innovation financière : l'introduction de nouveaux instruments financiers, de nouvelles méthodes de financement ou de nouveaux systèmes financiers qui facilitent la mobilisation des ressources et le financement des projets d'innovation.

L'innovation entraîne une destruction créatrice, c'est-à-dire qu'elle remplace les anciennes industries, les anciens produits et les anciennes méthodes de production par de nouvelles. Cela peut conduire à la disparition de certaines entreprises et industries, mais crée également de nouvelles opportunités économiques, de nouveaux emplois et de nouvelles sources de croissance.

---

<sup>1</sup> PERROUX (F), *Blocages et freinages de la croissance et du développement*, Revue Tiers Monde, N°26, 1966, PP.239-250

<sup>2</sup> DELAS (Jean Pierre), *Economie Contemporaine*, édition ELLIPSES, Paris, 2001, P186.

### 3. La théorie post keynésienne (Harrod et Domar) :

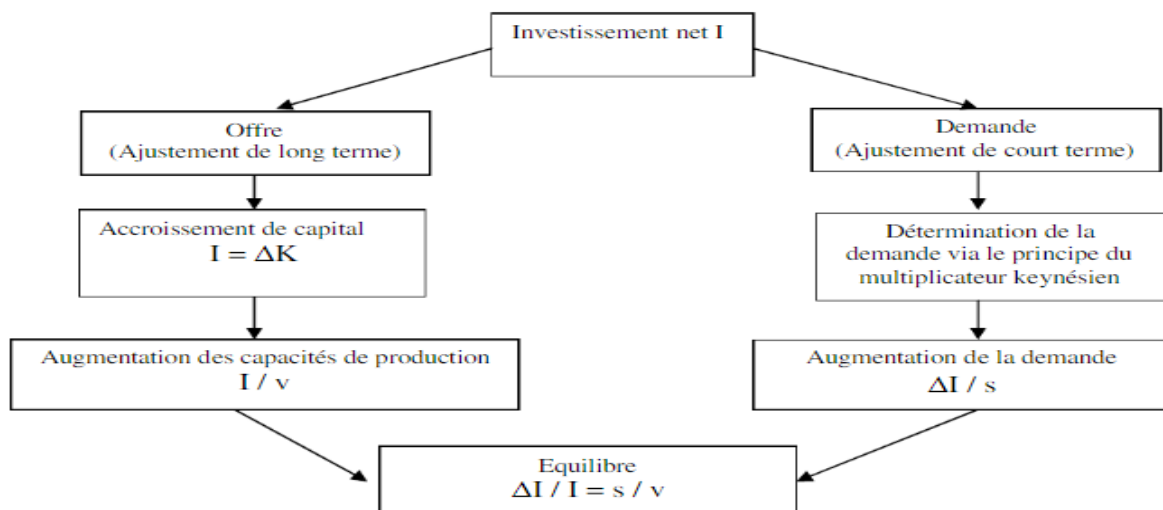
Dans sa théorie générale, Keynes s'intéressait à la détermination du revenu et de l'emploi en prônant des politiques économiques actives pour stimuler la croissance économique et réduire le chômage à court terme. Roy Forbes Harrod et Ensey Domar, deux auteurs d'inspiration keynésienne, proposent une application des thèses de Keynes sur le long terme<sup>1</sup>.

Selon cette théorie, la croissance économique est étroitement liée à l'investissement et à l'épargne au sein d'une économie. L'idée centrale est que l'investissement génère une demande effective qui stimule la production et favorise la croissance économique.

#### 3.1. L'approche de Domar :

Domar part de l'idée que l'investissement a un double effet sur l'économie. D'un côté il accroît la capacité de la production des entreprises, ce qui aura pour effet d'augmenter l'offre. D'autre côté, L'augmentation de l'investissement permet d'augmenter la demande : l'acte d'investir implique l'achat de machines et d'équipements de production auprès d'autres entreprises<sup>2</sup>.

**Figure N° 04:** l'effet de l'investissement sur l'offre et la demande



**Source :** <https://www.studocu.com/fr/document/universite-de-tours/comptabilite-generale/04/2116185>

<sup>1</sup> DOMINIQUE. Guellec, *Les Nouvelles Théories De La Croissance*, Edition la découverte, Paris, 1995, P 30

<sup>2</sup> Cours de Mr DIEMER, « La Croissance Economique », Chapitre 4, IUFM AUVERGNE, P 97.

Selon Domar, pour maintenir un taux de croissance économique donné, l'investissement doit être égal à un certain multiple de l'épargne. Ce multiplicateur, connu sous le nom de coefficient de capital, mesure la sensibilité de la production à l'investissement. Si le coefficient de capital est élevé, une petite augmentation de l'investissement peut entraîner une forte augmentation de la production et de la croissance économique. En revanche, si le coefficient de capital est faible, une augmentation plus importante de l'investissement est nécessaire pour obtenir une croissance économique significative<sup>1</sup>.

### 3.2.L'approche de Harrod

Harrod considère que la croissance économique est une propriété instable et imprévisible de l'économie.

Le modèle de Harrod se base sur la comparaison de trois taux de croissance :

- taux de croissance effectif ' $g$ ' : le taux de croissance auquel l'économie peut réellement croître en fonction de la quantité d'investissement disponible ; il est lié au taux d'épargne et au coefficient du capital
- taux de croissance garanti ' $g_w$ ' : taux de croissance qui permet à l'économie de fonctionner sans déséquilibre excessif entre la demande et l'offre ; autrement dit c'est le temps qui équilibre l'offre et la demande du marché des biens<sup>2</sup>
- le taux de croissance naturel ' $g_n$ ' : le taux de croissance nécessaire pour assurer le plein emploi. C'est le taux auquel une économie doit croître pour éviter le chômage.<sup>3</sup>

Selon Harrod, il y a deux types de déséquilibres dans une économie : déséquilibres sur le marché des biens et déséquilibres sur le marché de travail.

La situation de déséquilibre sur le marché des biens peut se produire lorsque le taux de croissance effectif de l'économie est différent du taux de croissance garanti :

- $g > g_w$  : cela signifie que l'investissement est insuffisant pour satisfaire la demande, ce qui stimule l'expansion de l'économie
- $g < g_w$  : ceci veut dire que la demande est insuffisante pour utiliser toute la capacité de production, cette situation conduit à une dépression économique

<sup>1</sup> Domar (E.D), *Capital Expansion, Rate of Growth and Employment*, N°2, April, 1946, PP. 137-147.

<sup>2</sup> HARROD (R), *Créateur de la Théorie de Croissance*, Revue Alternative Economique N° 248, 2006, P 76-78

<sup>3</sup> MUET (Pierre Alain), *Introduction a l'Analyse Macroéconomique*, Edition Ecole Polytechnique, Paris, 2005, P 142



Harrod identifie un deuxième type de déséquilibre lié au marché du travail, qui se produit lorsque le taux de croissance garanti diffère du taux de croissance naturel :

- $g_w > g_n$ : l'économie ne peut pas créer suffisamment d'emplois pour absorber la croissance de la population active, cela entraîne une situation de chômage.
- $g_w < g_n$ : Dans ce cas, il y aura une situation de stagnation économique caractérisée par un faible niveau d'investissement.

Ce modèle de Harrod ne présente qu'une seule possibilité de croissance équilibrée : si les trois taux de croissance sont égaux ( $g = g_w = g_n$ ).

Le modèle de Harrod et Domar suppose que l'investissement est la seule source de croissance économique, ce qui est une simplification excessive de la réalité. En effet, il ignore l'importance d'autres facteurs tels que la technologie.

#### 4. La théorie néoclassique de la croissance

La théorie néoclassique de la croissance économique, également connue sous le nom de modèle de Solow, est un cadre théorique qui cherche à expliquer comment les économies se développent et croissent sur le long terme en analysant les facteurs qui influencent la production.

Le modèle a été développé par l'économiste Robert Solow dans les années 1950 et 1960, en remettant en question les hypothèses et les conclusions du modèle de Harrod-Domar, qui prévoyait une croissance économique instable. Il expliquait comment les économies peuvent croître de manière stable et durable sur le long terme

Dans son article « A contribution to the theory of economic growth », Solow a présenté certaines hypothèses:

- La production d'une économie dépend de trois facteurs de production : le capital, le travail et le progrès technique. L'augmentation des facteurs de production (travail et capital) explique une part de la croissance. Toutefois, la plus grande part de la croissance provient à long terme du facteur résiduel. Il s'agit du progrès technique<sup>1</sup>.

La production, alors, se donne par la fonction suivante :

---

<sup>1</sup> BERNARD (Bernier) et YVES (Simon), *Initiation à la Macroéconomie*, 2001, Edition Dunod, Paris, p524.

$$Y = AK^\alpha L^{1-\alpha}$$

Où : Y représente la production totale de l'économie, A : la productivité globale des facteurs (niveau de progrès technique), K le capitale et L le travail

- L'économie converge vers un état stationnaire en l'absence de progrès technique, où l'activité économique évolue au même rythme que la population.
- La technologie progresse de manière exogène. Cela signifie que le progrès technique n'est pas influencé par d'autres facteurs économiques, tels que les politiques gouvernementales
- l'épargne des ménages doit être égale à l'investissement des entreprises pour que l'économie soit en équilibre
- Le capital se déprécie au rythme du taux de dépréciation du capital «  $\delta$  ». Ça veut dire qu'à chaque période, une part  $\delta$  du capital est perdue.

La variation du capital est égale à la différence entre investissement et le taux  $\delta$ .<sup>1</sup>

$$\Delta K = sY - \delta K$$

Sachant que l'investissement « I » est égale à l'épargne « S », et  $S = sY$  avec s la proportion marginale à épargner.

- La croissance de la population entraîne une augmentation de la main-d'œuvre disponible (travail). Si la population croît au taux « g » l'offre de travail (L) augmente aussi à ce taux « g ». Ce dernier est constant<sup>2</sup> :

$$L_{t+1} = L_t(1 + g)$$

Le modèle a subi, au cours des années, à diverses critiques ; il inclut néanmoins le progrès technique, susceptible d'améliorer la productivité des facteurs. Mais il s'agit d'un progrès technique exogène, c'est-à-dire non expliqué par l'analyse économique. Cette externalisation de facteurs de production réduit ainsi le pouvoir explicatif de ce modèle de croissance.

<sup>1</sup>SOLOW (R), *A Contribution to the Theory of Economic Growth*, The Quarterly Journal of Economics, N°1, 1956, P 66 -68

<sup>2</sup>Idem

## 5. Les théories endogènes :

La théorie endogène est basée sur l'idée d'une croissance auto-entretenue, c'est-à-dire la capacité d'une économie à stimuler sa propre croissance à travers des mécanismes internes sans qu'il soit nécessaire de recourir à des facteurs externe. Elle a été développée dans les années 1980 par les économistes Robert Lucas, Paul Romer et Robert Barro. Ils ont remis en question la vision de Solow selon laquelle le progrès technique était un facteur exogène de la croissance<sup>1</sup>.

Cette théorie repose sur trois postulats :

- Les rendements croissants : plus on produit, plus la production est efficace.
- Les externalités positives : c'est lorsque l'action d'un agent économique a des effets positives sur un ou plusieurs agents.
- L'importance du rôle de l'état dans le fonctionnement de l'économie : la théorie endogène considère que l'Etat peut jouer un rôle positif dans la gestion de l'économie en favorisant la croissance économique et l'innovation, en régulant les activités économiques et en protégeant les citoyens.

Elle cherche les ressorts de l'économie qui lui permettent de croître durablement et de tenter de concilier l'hypothèse de croissance des rendements d'échelle à celle d'un environnement concurrentiel<sup>2</sup>.

### 5.1.Le modèle de Romer (1986) :

L'économiste Paul Römer est généralement considéré comme l'initiateur du programme de recherche de la croissance endogène<sup>3</sup>. Dans son modèle, il affirme que la croissance économique est une fonction de la quantité de connaissances disponibles dans une économie, qui peut être accrue par des investissements dans la recherche et le développement. Il a également mis l'accent sur l'importance des externalités positives, où les connaissances et les innovations peuvent être partagées entre les entreprises et les individus, augmentant ainsi la productivité.

---

<sup>1</sup>VILLIEU (Patrick), *Macroéconomie- l'Investissement*, Edition la découverte, Paris, 2000, P 101.

<sup>2</sup> RUDOLF (Jean Philippe), *Contribution à l'Analyse Empirique des processus de la croissance endogène : une approche méthodologique centrée sur les entreprises, les régions et les territoires*, Thèse de doctorat, université de NEUCHÂTEL, Suisse, 2000, P 57.

<sup>3</sup>LORDON(F), *Théorie De La Croissance : Quelques Développements Récents Deuxième Partie : La Redécouverte Des Rendements Croissants*, Revue de l'OFCE, N°37, 2013, PP.191-243

Romer soutient que le progrès technique peut être généré et produit à l'intérieur de l'économie. Son niveau de production dépend de la rémunération attendue.

Selon lui, la croissance peut être accélérée par des politiques gouvernementales qui favorisent l'innovation et la recherche, telles que la protection de la propriété intellectuelle, les incitations fiscales pour les entreprises qui investissent dans la R&D et la création de clusters d'innovation.

En somme, la croissance endogène selon Romer est basée sur la capacité d'une économie à générer et à partager des connaissances, à investir dans la recherche et le développement, à protéger la propriété intellectuelle et à bénéficier des externalités positives.

### **5.2.Le modèle de Lukas(1988) :**

Une deuxième voie explorée par l'école néo-classique pour diogéniser le progrès technique, donc la croissance, et améliorer l'efficacité des facteurs de production consiste à envisager les possibilités offertes par l'accumulation du capital humain<sup>1</sup>.

Le modèle de Lucas (1988) propose que la croissance endogène soit alimentée par l'accumulation de capital humain, qui est défini comme le niveau d'éducation et de formation, la capacité à assimiler des connaissances nouvelles, la maîtrise de compétences et l'expérience professionnelle des travailleurs. Selon ce modèle, une main-d'œuvre plus éduquée et plus qualifiée est en mesure de produire plus efficacement, ce qui entraîne une croissance économique à long terme.

### **5.3.Le modèle de Barro (1990) :**

Robert Barro souligne l'importance de l'investissement public, c'est-à-dire l'accumulation de capital public dans la croissance. Il constitue l'ensemble des infrastructures publiques (routes, aéroports, éclairage public, réseau de distribution d'eau, etc.), et les investissements dans les secteurs de l'éducation et la recherche. L'idée économique consiste à penser que certains aménagements publics d'infrastructures génèrent des externalités qui améliorent la productivité des facteurs privés.

Dans son modèle, Barro utilise deux facteurs : le capital privée et le capital public qui est en fait une dépense financée par l'Etat. Selon lui, la dépense publique a deux effets opposés :

---

<sup>1</sup> LUCAS. Robert, «On the Mechanics of Economie Development», Journal of Monetary Economics, university of Chicago, 1988, P5.

le premier est que le capital public rend le capital privé plus productif. Or, l'impôt a un effet dépressif sur cette productivité, parce qu'il réduit son rendement privée notant aux entreprises une part du revenu tiré de leur activité. Et grâce à ces taxes que l'état peut financer de nouvelles infrastructures.

Donc Barro soutient que l'investissement public favorise la croissance et la croissance favorise en retour l'investissement public, ce qui permet la stimulation de la croissance.

### **Les limites de ce modèle :**

- Les modèles de croissance endogène liés au rôle du capital humain prennent en compte l'éducation privée soutenu par l'état et négligent le secteur d'éducation publique<sup>1</sup>.
- Le modèle de Barro considère que toutes les dépenses publiques sont productives mais en réalité, les dépenses sont considérées comme étant improductives lorsque l'état les finance par le déficit<sup>2</sup>.
- Ces théories ne parviennent pas à expliquer le processus de convergence entre les pays<sup>3</sup>.

De cette section, nous constatons que les théories de la croissance économique ont connu une évolution importante au fil du temps, de la théorie classique à la théorie postkeynésienne, en passant par la théorie néoclassique et les nouvelles théories de la croissance endogène. Les économistes ont cherché à comprendre les sources de la croissance économique et à proposer des politiques efficaces pour encourager la croissance.

De nos jours, les politiques économiques des pays en développement accordent une importance croissante à l'inclusion financière, car elle peut favoriser la croissance économique en offrant des services financiers aux populations exclues, leur permettant ainsi de participer davantage à l'économie. La prochaine section se concentrera sur l'analyse de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique.

---

<sup>1</sup> HERRERA (Rémy), *Pour une Critique de la Nouvelle Théorie de la Croissance*, Centre Nationale de Recherche Scientifique, Université de Paris, 2000, P13.

<sup>2</sup> MINEA (A) et VILLIEU (P), *Déficits Persistants et Croissance Endogène*, Revue économique, N°6, Novembre, 2011, PP.1001-1014

<sup>3</sup> CETTE (G), EPAULARD (A) et GIVORD (P), *Croissance de la Productivité : le Rôle des Institutions et de la Politique Economique*, Revue Économie et statistique, N° 419-420, 2008, PP. 3-10

### **Section III : L'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique**

En économie, l'un des sujets suscitant un intérêt est l'influence de l'inclusion financière sur la croissance économique. L'analyse de la relation inclusion financière – croissance économique a fait l'objet de plusieurs études dans la littérature économique. De ce fait, l'objectif de cette section est de présenter une revue de la littérature théorique et empirique. Dans un premier temps nous citerons la relation théorique entre l'inclusion financière et la croissance économique ensuite nous présenterons les différents travaux théoriques et empiriques réalisés dans ce domaine.

#### **1. Relation théorique entre inclusion financière et croissance économique :**

##### **1.1. Élément d'association inclusion, croissance :**

Avant d'exposer les différentes études théoriques et empiriques traitant la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique, nous présentons certains éléments fondamentaux qui permettent d'associer ces deux phénomènes.

- **Développement financier :**

Le développement financier vise à élargir l'accès aux services financiers, notamment les services bancaires, les crédits, les assurances, les services de paiement, etc. Une inclusion financière plus élevée signifie que davantage de personnes et d'entreprises ont accès à ces services, ce qui stimule la consommation et l'entrepreneuriat, favorisant ainsi la croissance économique.

Un système financier développé et inclusif permet une transmission plus efficace de la politique monétaire mise en place par la banque centrale. Lorsque les canaux de transmission sont efficaces, les mesures de politique monétaire, telles que les taux d'intérêt et les réserves obligatoires, ont un impact plus direct sur les conditions financières et l'investissement, ce qui peut stimuler la croissance économique

- **Libéralisation financière :**

La libéralisation financière permet une plus grande disponibilité de sources de financement, y compris par le biais de marchés financiers développés tels que les marchés boursiers et

obligatoires. Cela offre des opportunités de financement supplémentaires pour les entreprises et les entrepreneurs, ce qui favorise l'expansion des activités et la croissance économique.

Ainsi, elle encourage la concurrence entre les institutions financières. Cela peut inciter les acteurs du secteur financier à innover, à développer de nouveaux produits et services financiers, et à améliorer leur efficacité.

- **L'innovation et le progrès technique :**

L'inclusion financière est grandement facilitée par la technologie et l'innovation. La technologie numérique a permis le développement de divers produits et services financiers, qui ont élargi l'accès aux services financiers à ceux qui étaient auparavant non bancarisés ou sous-bancarisés. La banque mobile est un exemple de ce type de service, car elle permet d'accéder à des services financiers depuis le confort de son domicile, sans avoir à se rendre physiquement dans une banque. De même, les services de peer-to-peer lending ont fourni aux particuliers et aux petites entreprises de nouveaux moyens d'obtenir des financements. La technologie blockchain<sup>1</sup> est une autre innovation qui promet de transformer le secteur financier en rendant les transactions plus rapides, plus rentables et plus sûres. Il est évident que la technologie et l'innovation continueront d'être des facteurs importants pour favoriser la croissance économique en améliorant l'inclusion financière.

- **Santé financière :**

L'inclusion financière peut contribuer à améliorer la santé financière des ménages. Lorsque les ménages sont financièrement stables, ils sont mieux équipés pour faire face aux imprévus, pour épargner et pour investir. Une meilleure santé financière des ménages peut soutenir la croissance économique

## **1.2. L'inclusion financière moteur de la croissance :**

- **Amélioration de la productivité :**

L'inclusion financière peut renforcer l'efficacité des entreprises en facilitant l'accès au financement pour la modernisation de leurs infrastructures, l'acquisition de nouvelles technologies et la formation de leurs employés. En offrant des solutions d'assurance contre une variété de risques, les entreprises peuvent se concentrer sur leurs compétences de base

---

<sup>1</sup> World Bank. 'Fintech.' The Experience So Far, International Monetary Fund, International Monetary Fund, June , 2019

sans se soucier des pertes financières inattendues. En fin de compte, une productivité accrue dans l'industrie peut contribuer à la croissance économique globale en augmentant la production et les niveaux d'efficacité générale

- **Mobilisation de l'épargne :**

L'inclusion financière encourage l'épargne formelle en offrant des mécanismes et des incitations pour que les individus déposent leur argent dans des institutions financières plutôt que de le conserver sous forme de liquidités. Cela permet de mobiliser l'épargne domestique et de la canaliser vers des investissements productifs, tels que le financement des entreprises et des projets d'infrastructure, qui soutiennent la croissance économique à long terme.

- **Augmentation de l'investissement :**

L'accessibilité des services financiers grâce à l'inclusion financière permet aux particuliers et aux entreprises d'accéder au crédit, ce qui encourage l'investissement. Les entrepreneurs peuvent obtenir des prêts pour étendre leurs activités, investir dans de nouvelles technologies, acquérir des équipements et embaucher des travailleurs. L'augmentation des investissements contribue à la croissance économique en créant de nouvelles entreprises, en stimulant l'innovation, en améliorant la productivité et en créant des opportunités d'emploi.

- **Financement des petites entreprises :**

L'importance des petites et moyennes entreprises (PME) dans la création d'emplois et le soutien au développement économique ne peut être sous-estimée. Cependant, de nombreuses PME ont souvent du mal à accéder au crédit. L'inclusion financière facilite l'accès des PME aux services de financement formels, ce qui leur permet de développer leurs activités, d'investir dans de nouvelles technologies, d'innover et de créer des emplois. Cela favorise la croissance économique à la fois par l'expansion des PME existantes et la promotion de nouvelles entreprises.

- **Réduction de la pauvreté :**

Afin d'améliorer le bien-être économique des personnes défavorisées, l'inclusion financière peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Les services financiers tels que les microcrédits, l'épargne formelle et les programmes d'assurance peuvent aider les individus à sortir de la pauvreté, à se prémunir contre les chocs économiques et à investir dans l'éducation,



la santé et d'autres actifs productifs. Une réduction de la pauvreté stimule la demande intérieure, favorise la consommation et contribue à la croissance économique globale.

- **Réduction de l'économie informelle :**

L'inclusion financière favorise la formalisation de l'économie formelle en encourageant les individus et les entreprises à utiliser des services financiers formels plutôt que de dépendre uniquement de transactions en espèces. La formalisation de l'économie permet de renforcer la base fiscale, d'améliorer la collecte des revenus et de promouvoir une meilleure gouvernance économique. Cela conduit à une augmentation des recettes gouvernementales<sup>1</sup>, qui peuvent ensuite être utilisées pour financer des investissements publics et des services sociaux, stimulant ainsi la croissance économique.

### **1.3. L'inclusion financière catalyseur de la croissance :**

L'inclusion financière aide les individus à prendre part à l'économie, en comblant le fossé entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Elle favorise l'inclusion sociale en donnant à tous l'accès aux services financiers, ce qui leur permet de se construire un avenir meilleur et de devenir des contributeurs actifs de la société. En renforçant la culture financière et en fournissant des ressources aux populations vulnérables, elle peut contribuer à créer un monde plus équitable où tout le monde a une chance de réussir.

Elle peut également encourager la croissance économique dans la mesure où elle permet de mobiliser toutes les ressources disponibles pour atteindre un objectif commun. En effet, en favorisant la collaboration et la communication entre les différents acteurs, elle permet de mettre en commun les compétences et les expertises de chacun, ce qui peut accélérer la recherche de solutions de gain.

## **2. Inclusion financière et croissance économique : Etudes théoriques**

L'approche antérieure de Schumpeter a montré que la finance stimule la croissance<sup>2</sup>. Selon cette approche, le secteur financier grâce à ses services permet non seulement d'accéder au

---

<sup>1</sup>Font Monetary International, *Financial Inclusion: Can It Meet Multiple Macroeconomic Goals?*, December, 2015

<sup>2</sup>Schumpeter (JA), *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*. Harvard University Press, Cambridge, 1934

capital pour l'investissement, mais encourage également l'innovation, l'efficacité et les dépenses, ce qui conduit à une augmentation de la production.

McKinnon et Shaw (1973) préconisaient l'affranchissement financier comme un remède contre le sous-développement économique. Ils ont développé l'idée sur laquelle la libéralisation financière interne caractérisé par une abolition des contrôles sur les taux intérêt administrés va augmenter les taux d'intérêt réel .Ce dernier va encourager les ménages à épargner une partie de leurs revenus, ce qui va augmenter le volume d'épargne disponible pour financer un volume élevé des investissements et par conséquent stimuler le rythme de la croissance économique des pays en voie de développement<sup>1</sup> .

Levine et al (2000). Beck et al (2000) ont affirmé que le développement financier a un effet causal positif sur la croissance économique, surtout au cours des premières phases de la croissance<sup>2</sup>.

Quinn (1997) ; Mougani (2010), Deidda et Fattouh (2002), par contre, suggèrent qu'un système financier ne peut avoir un effet positif sur la croissance économique que s'il a atteint un certain degré de développement, et qu'il est plus probable que l'expansion économique entraîne des progrès financiers<sup>3</sup>

Čihák et al (2012) semblent y avoir un accord sur le fait que les économies dont le niveau de développement du secteur financier est plus avancé se développent plus rapidement et parviennent mieux à lutter contre la pauvreté.

### **3. Inclusion financière et croissance économique : Etudes Empiriques**

Les premières expériences menées suite aux travaux de McKinnon et Shaw (1973) ont examiné l'impact de l'approfondissement du secteur financier en Corée du sud et à Taiwan, pour comprendre comment cela affecte la croissance économique. Ces études ont constaté qu'une

---

<sup>1</sup> ABOU-BEKR (A), *L'impact De La Libéralisation Du Compte De Capital Sur La Croissance Economique. Evidence empirique à partir des données de Panel dans la région MENA*, Thèse de doctorat, Université Aboubakr Belkaïd, Tlemcen, 2021, P 46

<sup>2</sup>PANIZZA(U), *Non-linéarités dans la relation entre finance et croissance*, Revue d'économie financière N°127, 2017, PP. 83-93

<sup>3</sup>DEIDDA (L) et FATTOUH (B), *Non -linearity Between Finance and Growth*, Economics Letters, N°3,2002, PP. 339-345

forte augmentation des dépôts bancaires, stimule la croissance économique durable, en particulier lorsqu'elle est associée à des politiques macroéconomiques appropriées<sup>1</sup>.

Les résultats empiriques de Kapur (1976, 1983), Vogel et Buser(1976,1977) et Galbis Mathieson (1979, 1980)<sup>2</sup> positivent le lien entre l'inclusion financière et la croissance économique. Ils ont renforcé les fondements du concept de libéralisation financière.

Roubini, King et Levine(1993)<sup>3</sup> défendaient la thèse selon laquelle un système financier inclus joue un rôle positif dans le financement de la croissance économique en s'appuyant sur les techniques des moindres carrés ordinaires, l'effet fixe et l'effet aléatoire.

Rancière et al (2006)<sup>4</sup> Ont utilisé le modèle des moindres carrés ordinaires, et décomposaient l'effet du développement financier en deux effets : un effet positif et direct et un effet négatif et indirect à travers les crises sur la croissance économique. Ils ont aboutis à la conclusion selon laquelle l'effet positif l'emporte sur l'effet négatif, que la libéralisation financière renforce, d'une part, le développement financier, qui est nécessaire à la croissance à long terme et, d'autre part, conduit à des crises de plus en plus fréquentes, qui réduisent ou annulent l'effet positif de la finance sur la croissance.

L'étude menée par Mbutor O et Ibrahim A. Uba (2013)<sup>5</sup> explore les conséquences de l'inclusion financière sur la politique monétaire au Nigeria sur une période de 32 ans, allant de 1980 à 2012. Les résultats obtenus confirment que la croissance de l'inclusion financière a un impact favorable sur l'efficacité de la politique monétaire. En d'autres termes, lorsque l'inclusion financière se développe, cela renforce la capacité de la politique monétaire à atteindre ses objectifs de manière plus efficace.

Onaolapo (2015)<sup>6</sup> a constaté, en se basant sur le modèle des moindres carrés ordinaires, un rapport favorable entre l'inclusion financière, la baisse de la pauvreté et l'amélioration de la croissance économique.

---

<sup>1</sup>KABIKISSA (F.J), *L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo*, Revue Congolaise de Gestion, N°29, janvier, 2020, PP. 14- 60

<sup>2</sup>Idem

<sup>3</sup>EGGOH (J.C), *Récents développements de la littérature sur la finance et la croissance économique*, Mondes en développement, N°155, mars, 2011, PP.141-150

<sup>4</sup> Idem

<sup>5</sup>MBUTOR (O) et UBA (I), *The impact of financial inclusion on monetary policy in Nigeria*, Journal of Economics and International Finance, N°8, 2013, PP.318-326

<sup>6</sup>ONAOLOPO (A.R), *Effects of Financial Inclusion on the Economic Growth of Nigeria*, International Journal of Business and Management Review, N°3, 2015, PP. 11-28.

Loaba (2015)<sup>1</sup> a mis en évidence, dans son étude, un lien positif entre le développement financier, principalement évalué par le crédit bancaire, et la croissance économique.

En se basant sur un panel de 37 pays d'Afrique subsaharienne, Inoue et Hamori (2016)<sup>2</sup> ont évalué les effets de l'accès financier sur la croissance économique durant la période (2004-2012). Ils ont examiné si l'amélioration de l'accès aux services financiers a contribué à la croissance économique. Les résultats empiriques indiquaient clairement que l'accès financier a un impact robuste sur l'augmentation de la croissance pour certains pays.

L'étude de Balach R et al (2016)<sup>3</sup>, a examiné si l'inclusion financière peut aider à promouvoir la croissance économique. Pour mesurer l'inclusion financière, ils ont utilisé les succursales des banques commerciales pour 100 000 adultes et les guichets automatiques pour 100 000 adultes ; pour 97 pays sur une période allant de 2004 à 2012. Les résultats ont confirmé l'impact positif que ces deux indicateurs ont eu sur la croissance.

L'étude menée par Kim et al. (2017)<sup>4</sup> sur un échantillon de 55 pays de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) entre 1990 et 2013 a mis en évidence une relation positive entre l'inclusion financière et la croissance. Les résultats de cette étude suggèrent que le niveau élevé d'inclusion financière est un facteur essentiel pour générer la croissance économique. De plus, Kim pour les pays de l'Union européenne et de l'OCDE, durant la période (2004-2011) soutient l'existence d'un effet positif de l'inclusion financière sur la croissance. Cet effet est plus fort dans les économies fragiles que dans les économies plus stables.

En outre, une étude récente de Sethi et Acharyaa (2018)<sup>5</sup> a cherché de trouver le lien entre l'inclusion et la croissance pour un ensemble de 31 pays, à travers différentes approches de Co intégration, une relation à long terme entre l'inclusion financière et la croissance économique a été trouvée. En autres termes, une croissance durable à long terme peut être obtenue grâce à une expansion ciblée de l'infrastructure et des services bancaires.

---

<sup>1</sup>LOABA (S), *L'accès au crédit ou à l'éducation : quel facteur pour réduire les différences de productivité du maïs entre femmes et hommes au Burkina Faso ?*, N°4, Décembre, 2021, PP.297-313

<sup>2</sup>INOUE et HAMORI(S), *Financial access and economic growth: Evidence from Sub Saharan Africa*, Emerging Markets Finance and Trade, N° 3, 2016, PP. 743-753

<sup>3</sup>BALACH (R), Law (SH) et HABIBULLAH(MS), *The Role of Financial Inclusion in financial development: International evidence*, 2016, PP. 330-348

<sup>4</sup> KIM(DW) et KABIR (M.H), *Financial inclusion and economic growth in OIC countries*, Research in International Business and Finance, Vol 43, January, 2018, PP. 1-14

<sup>5</sup>DINABANDHU (S) et DEBASHIS (A), *Financial inclusion and economic growth linkage: some cross country evidence*, Journal of Financial Economic Policy, N°3, January, 2019, PP.369-385

Dans cette section, nous avons examiné la corrélation entre l'inclusion financière et la croissance économique, ainsi que les principales études théoriques et empiriques citées dans la littérature. Il est important de noter que les recherches théoriques ne parviennent pas à fournir une réponse claire et définitive sur la relation entre inclusion financière et croissance. Cependant, la plupart des études empiriques ont démontré de manière significative l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique.

**Conclusion du chapitre :**

Au terme de ce chapitre il convient de constater que la croissance économique a été au cœur des préoccupations des économistes depuis longtemps. Plusieurs définitions existent pour la définir, mais elles convergent toutes vers l'idée d'une augmentation régulière et soutenue de la production de biens et services d'un pays sur une période prolongée.

Les réflexions sur la croissance économique ont évolué avec le temps. Les économistes classiques se sont concentrés sur les moyens d'accroître la richesse des nations, tandis que les théories modernes ont mis en avant le progrès technique et les facteurs internes comme moteurs de la croissance. Ainsi, l'accent est passé de l'accumulation du capital et de la productivité à l'innovation, à la technologie et à l'investissement dans la recherche et le développement. Cette évolution ouvre la voie à de nouvelles politiques pour favoriser une croissance durable et inclusive. Il s'agit notamment de l'inclusion financière.

D'un point de vue théorique, des économistes comme Schumpeter, McKinnon et Shaw ont soutenu que la finance stimule la croissance économique en encourageant l'investissement, l'innovation et l'efficacité. Des études telles que celles de Levine et Beck ont affirmé l'effet positif du développement financier sur la croissance économique, notamment dans les premières phases de la croissance.

Les études empiriques ont examiné l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Des expériences en Corée du Sud et à Taiwan ont montré que l'approfondissement du secteur financier, associé à des politiques macroéconomiques appropriées, stimule la croissance économique durable. Des chercheurs comme Roubini, King et Levine ont soutenu l'importance d'un système financier inclus dans le financement de la croissance économique.

A cet égard, le chapitre suivant sera consacré à étudier empiriquement l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie.

**CHAPITRE 03 : L'impact de l'inclusion financière  
sur la croissance économique en Algérie**

## Introduction du chapitre

Après l'étude théorique faite dans le chapitre précédent sur l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique, nous allons tenter de vérifier dans cette partie l'hypothèse selon laquelle l'inclusion affecte positivement la croissance économique.

Nous allons essayer à travers ce chapitre d'examiner empiriquement l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie durant la période (2004-2021), en utilisant un modèle autorégressif à retard échelonné (ARDL).

Tout d'abord, nous commencerons par une évaluation de la situation de l'inclusion financière dans le pays, en faisant appel aux deux approches de mesure de ce phénomène.

Par la suite, nous utiliserons le logiciel EVIEWS 12 pour mener les différentes étapes du modèle, y compris la sélection des variables appropriées.

La troisième section sera consacrée à l'estimation du modèle ARDL et à l'analyse des réponses impulsionnelles de nos variables. Les résultats obtenus permettront quant à eux, de dégager les interprétations économiques.



## Section I : L'inclusion financière en Algérie

L'économie algérienne est largement dépendante du secteur des hydrocarbures, qui représente une part significative de son PIB, de ses exportations et de ses recettes budgétaires. Cependant, La fluctuation des prix de pétrole a conduit le pays à diversifier son économie afin d'élargir ses sources de revenus. Le développement du secteur financier a été considéré comme essentiel dans cette stratégie de diversification.

Dans cette perspective, elle a mis en œuvre des programmes et des réformes pour moderniser le secteur financier dans le cadre de la transition à l'économie de marché. L'objectif de ces réformes était de constituer un système financier plus efficace et plus stable en introduisant de nouveaux produits bancaires sur le marché, en augmentant le déploiement des distributeurs automatiques de billets et en favorisant l'accès aux nouvelles technologies.

En outre, des efforts ont été déployés pour promouvoir l'inclusion financière. Des programmes ont été lancés pour sensibiliser la population aux services financiers, notamment en milieu rural et parmi les populations marginalisées. Des initiatives visant à faciliter l'accès aux services bancaires, tels que l'ouverture de comptes bancaires simplifiée et l'extension de la couverture bancaire dans les zones sous-bancarisées, ont également été entreprises.

L'objectif de cette section est d'évaluer le niveau d'inclusion financière en Algérie en mettant en évidence les obstacles qui persistent.

### 1. Etat des lieux de l'inclusion financière en Algérie

Les données statistiques de la banque d'Alger (2021), fournissent des informations essentielles permettant d'avoir une vision claire et précise de l'état de l'inclusion financière dans le pays, en évaluant la mesure dans laquelle les individus ont accès aux services financiers, la disponibilité de ces services sur le marché et l'utilisation effective qui en est faite.

#### 1.1. Accès :

En 2021, 44% des adultes en Algérie possédaient un compte auprès d'une institution financière, ce qui signifie, 56% de la population algérienne est exclus de système financier. L'exclusion des femmes est encore plus importante avec un taux de 71%, Ces faits démontrent clairement l'ampleur de l'exclusion financière en Algérie<sup>1</sup>.

---

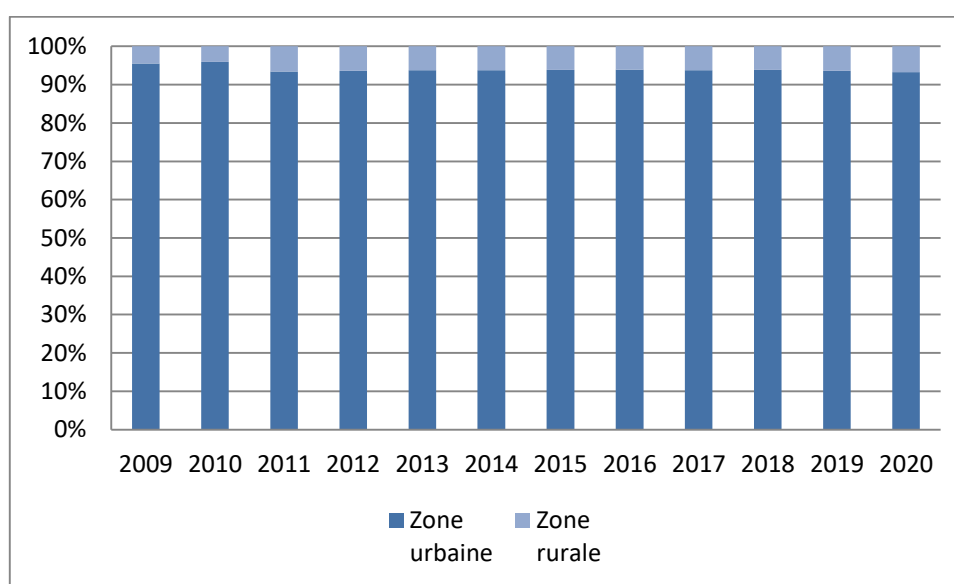
<sup>1</sup> <https://banquemondiale.org/fr/country/algeria> (22/05/2023 à 20/13)

### 1.2. Disponibilité :

Le système financier en Algérie compte 1690 agences bancaires en 2021, ce qui équivaut à une agence pour 26 000 habitants. Cela démontre un réseau relativement peu dense et insuffisant pour répondre aux besoins financiers de la population. En complément, le pays compte également 2868 DAB<sup>1</sup>.

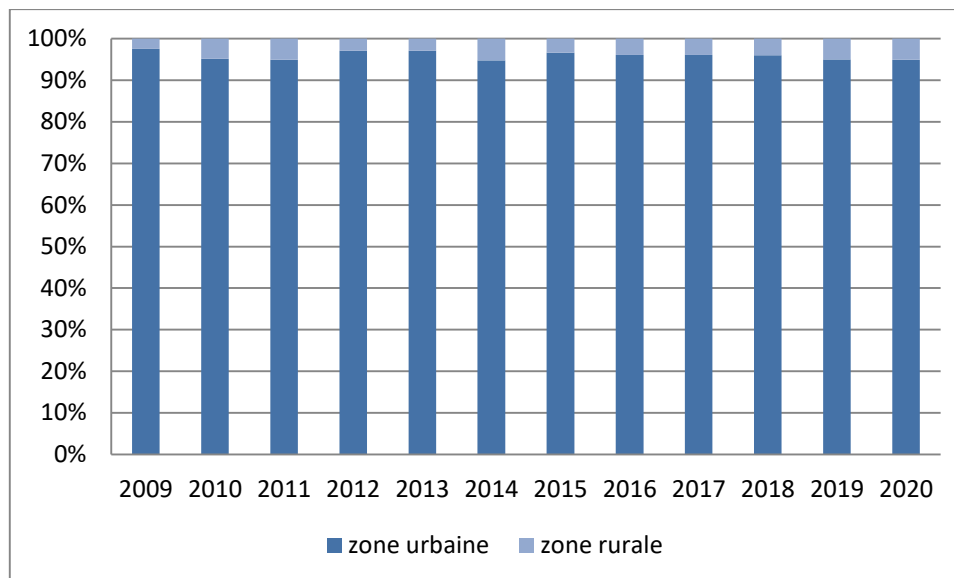
Les deux figures ci-dessous illustrent une analyse géographique comparative de la répartition de ce réseau financier sur le territoire national.

**Figure N°05** : Répartition de branches commerciales entre les zones rurale et urbaine (%)



**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des données de la banque d'Algérie

<sup>1</sup> <https://bank-of-algeria.dz/statistiques/> (22/05/2023 à 23/46)

**Figure N°06** : Répartition de DAB entre les zones rurale et urbaine (%)

**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des données de la banque d'Algérie

D'après les deux figures fournies, il est clair que la grande majorité des agences bancaires et des distributeurs automatiques de billets (DAB) sont concentrés dans les zones urbaines. Cette observation souligne une disparité significative dans la répartition du réseau financier entre les régions urbaines et rurales.

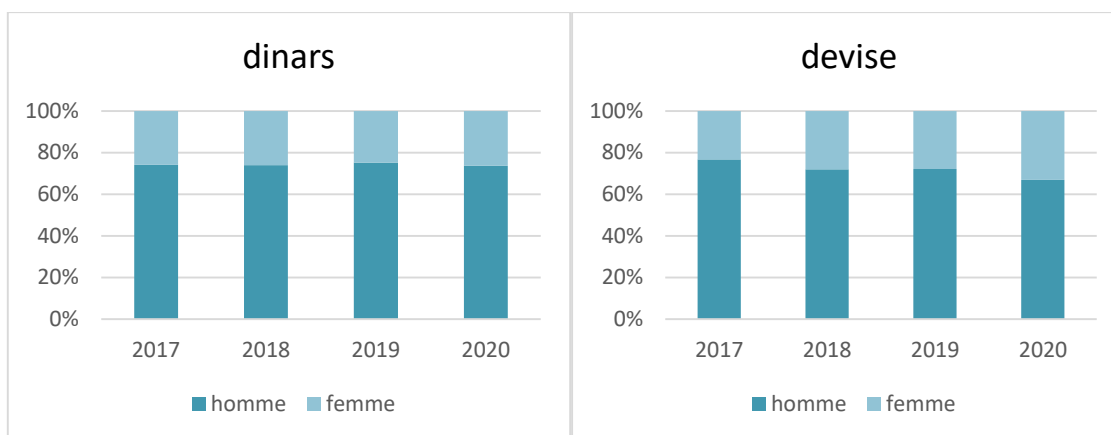
En outre, les établissements postaux font partie intégrante du système financier et fournissent des services financiers, En 2021, leur nombre a atteint 4 055. Grâce à leur densité de réseau et à leur proximité géographique avec la population, ils présentent une remarquable supériorité par rapport aux banques<sup>1</sup>.

### 1.3. Usage :

En Algérie, les statistiques les plus récentes de 2020 indiquent qu'il y a environ 11 millions de comptes actifs en dinars, ce qui représente un nombre significativement plus élevé que les comptes en devises, qui s'élèvent à seulement 3,5 millions<sup>2</sup>. De plus, une analyse du classement de ces comptes selon le sexe révèle que les hommes ont toujours un avantage en termes d'utilisation des comptes bancaires, comme illustre la figure suivante :

<sup>1</sup> Banque d'Algérie, Op.Cit

<sup>2</sup> Idem

**Figure N°07** : pourcentage des hommes et des femmes ayant un compte actif

Source : réalisé par les étudiantes à partir des données de la banque d'Algérie

En 2021, le nombre global des transactions de retrait travers les GAB atteint 8.7 millions<sup>1</sup>.

En effet, le nombre de cartes de CIB en circulation a atteint 11 millions en 2021, cependant, seulement 40% de ces cartes sont utilisées par leurs porteurs. Parmi ces utilisations, environ 90% sont consacrées aux opérations de retrait, tandis que seulement 5% sont utilisées pour effectuer des paiements.

Le paiement en ligne par carte CIB est devenu officiellement opérationnel en Algérie en octobre 2016<sup>2</sup>. Depuis lors, le nombre de transactions en ligne a connu une augmentation progressive, passant de 7 366 à 202 480 en 2019. Cependant, l'impact majeur du confinement a conduit à une augmentation significative de ces transactions. Les gens ont de plus en plus recours aux achats en ligne, ce qui a fait augmenter le nombre de transactions à 4,6 millions en 2020, puis à 7,8 millions en 2021.

## 2. Mesure de l'inclusion financière en Algérie par l'indice de SARMA (2008)

Afin de fournir une vision globale de l'inclusion financière en Algérie, nous faisons référence à l'indice multidimensionnel de SARMA. Comme nous l'avons déjà mentionné dans le premier chapitre, cet indice est basé sur trois dimensions :

- Pénétration bancaire, mesurée par le nombre de comptes de dépôts pour 1000 adultes ;
- Disponibilité, mesurée par le nombre de branches commerciales pour 10000 adultes ;

<sup>1</sup> <https://giemonetique.dz/activite-retrait-sur-atm/> (21/05/2023 20:50)

<sup>2</sup> <https://giemonetique.dz/cartes/> (21/05/2023 20:54)

- Utilisation mesurée par le encours de crédit/ Pib et encours de dépôts /Pib.

Les données relatives de chaque indicateur de ces trois dimensions, illustrent la fragilité du système bancaire algérien en termes de pénétration, disponibilité est d'utilisation. (Annexe N°01).

Après le calcul de nos indices partiels par la formule  $d_i = \frac{A_i - m_i}{M_i - m_i}$ , (voir l'annexe N°02), notre indice d'inclusion financière peut être facilement mesuré en appliquant la formule :

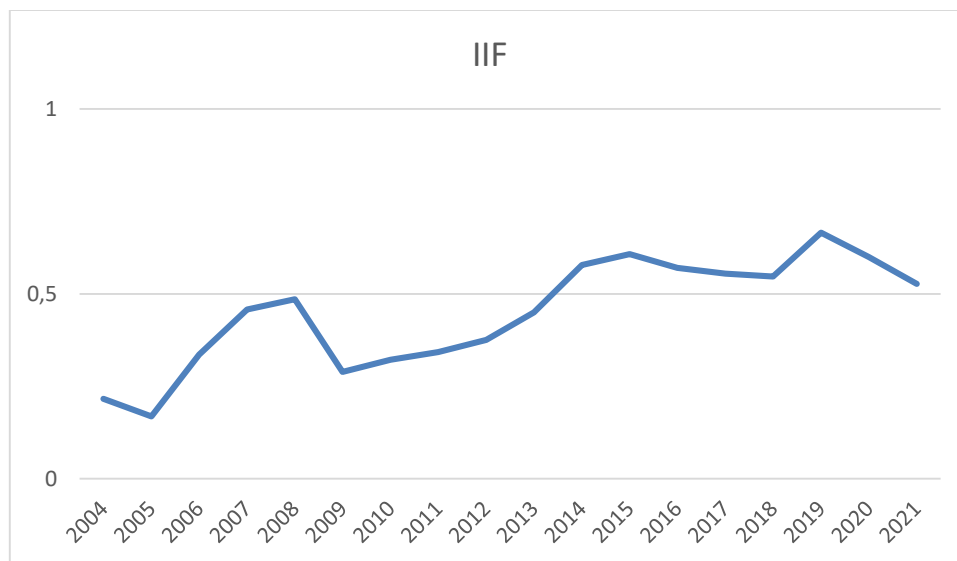
$$IIF = 1 - \frac{\sqrt{(1 - d_p)^2 + (1 - d_a)^2 + (1 - d_u)^2}}{\sqrt{3}}$$

Les résultats finaux de notre indice sont présentés dans le tableau et la figure ci-dessous

**Tableau N°01** :L'indice de SARMA (2008) en Algérie durant la période 2004-2021

ANNEE	2004	2005	2006	2007	2008	2009
IIF	0.216016	0.168367	0.335519	0.458033	0.48531	0.288827
ANNEE	2010	2011	2012	2013	2014	2015
IIF	0.321798	0.342469	0.37552	0.449627	0.578506	0.607814
ANNEE	2016	2017	2018	2019	2020	2021
IIF	0.570191	0.555087	0.546597	0.665521	0.599418	0.527253

Source : réalisé par les étudiantes

**Figure N° 08:** Présentation graphique de l'IIF en Algérie (2004-2021)

**Source :** réalisé par les étudiantes

Selon le graphe précédent on constate un faible à moyen degré d'inclusion financière, due principalement à l'indice d'utilisation qui représente le pourcentage de l'épargne et du crédit par rapport au produit intérieure brut, ce que peut être expliqué par l'augmentation de la part des transactions financières informelles, ainsi qu'un accès bancaire limité à cause des services bancaires archaïques.

### 3. Les obstacles de l'inclusion financière en Algérie

Les raisons de non bancarisation en Algérie tels qu'identifiés par l'enquête Global Findex 2017 sont essentiellement <sup>1</sup>:

- 36% des personnes interrogées déclarent ne pas avoir suffisamment d'argent pour utiliser un compte bancaire. Cela signifie qu'elles estiment ne pas avoir les ressources nécessaires pour maintenir un solde minimum ou payer les frais bancaires associés.
- 21% des personnes interrogées indiquent que l'un des membres de leur famille possède déjà un compte bancaire. Dans de tels cas, ils peuvent préférer utiliser le compte d'un membre de leur famille plutôt que d'ouvrir leur propre compte.

<sup>1</sup><http://www.data.worldbank.org/products/little-data-book-on-financial-inclusion> (27/05/2023 11:03)

- 15% des répondants citent le manque de confiance dans les institutions financières comme un obstacle à la bancarisation.
- 23% des épargnants algériens ont déclaré économiser de l'argent à la maison ou réaliser des économies sous forme de bétail, de bijoux ou de biens immobiliers.
- En ce qui concerne l'emprunt d'argent, 29% des répondants en Algérie déclarent avoir recours à des prêts, et la source principale de crédit est la famille ou les amis.

En somme, les indicateurs d'inclusion financière et les résultats de l'indice de SARMA démontrent clairement le retard considérable de l'Algérie dans ce domaine. Les données montrent que seule une partie de la population a accès aux services financiers, avec une exclusion plus marquée chez les femmes. De plus, le réseau bancaire, bien que présent, il ne couvre pas de manière adéquate les besoins financiers de l'ensemble de la population, en particulier dans les régions rurales.

L'utilisation des services financiers reste également limitée, avec une prédominance des comptes en dinars par rapport aux comptes en devises. Les transactions bancaires, en particulier les paiements en ligne, ont connu une augmentation progressive, mais il existe encore une préférence pour les opérations de retrait plutôt que les paiements.

## Section 2 : méthodologie et choix de variables

### 1. Choix du modèle :

Nous avons utilisé les modèles autorégressifs à retards échelonnés (ARDL), à partir de lesquelles nous estimons l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie durant la période 2004-2021. Notre choix du modèle ARDL est motivé par le fait qu'il permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des séries intégrées à des ordres différents, et améliore ainsi les prévisions et l'efficacité des politiques, contrairement aux modèles simples (non dynamique) dont l'explication instantanée ne restitue qu'une partie de la variation de la variable à expliquer.

#### 1.1. Processus ARDL :

Les modèles ARDL sont des modèles dynamiques qui prennent en compte la dynamique temporelle dans l'explication des variables, où des structures de retard d'ordre 'p' et 'q' affectent respectivement les variables  $Y_t$  et  $X_t$ . Le terme « autorégressif » signifie que la variable dépendante retardée peut déterminer la variable dépendante présente (AR), alors que le terme « retards échelonnés » se réfère au retard des variables indépendantes (DL). Ils ont la forme générale suivante<sup>1</sup> :

$$Y_t = \varphi + \alpha_1 Y_{t-1} + \dots + \alpha_p Y_{t-p} + \beta_0 X_t + \dots + \beta_q X_{t-q} + \varepsilon_t$$

Ou bien :

$$Y_t = \varphi + \sum_{i=1}^p \alpha_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^q \beta_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Avec :  $\varphi$  : constant ;

$\beta_0$  : L'effet à court terme de  $X_t$  sur  $Y_t$  ;

$\alpha_i, \beta_j$ : Les coefficients des variables explicatives ;

<sup>1</sup> KIBALA(Jonas), *Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels*, Licence, Congo-Kinshasa, 2018, P.6



$\varepsilon_t$  : Terme d'erreur.

## **1.2. Méthodologie économétrique :**

Avant la mise en œuvre d'un modèle économétrique, il est essentiel de suivre une méthodologie adaptée et appliquer certains tests afin d'obtenir des estimations non fallacieuses.

Vu que les modèles ARDL combinent les caractéristiques des modèles (AR) et (DL), ils souffrent de problèmes d'autocorrélation d'erreurs, et de multi-colinéarité, ce qui complique l'estimation des paramètres par les Moindres Carrés Ordinaires/MCO. Ici, il tient de recourir aux techniques d'estimation robuste pour pallier à ces problèmes.

### **1.2.1. Test de stationnarité (ou de racine unitaire) :**

Dans un premier temps, nous testons la stationnarité des séries chronologiques par les tests de racine unitaire, qui cherchent à vérifier que toutes les variables sont stationnaires à niveau, ou en 1er ordre.

Dans ce travail, l'étude de la stationnarité des séries est réalisée au moyen des tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et du test de Phillips et Perron (PP).

Si la valeur calculée est supérieure ou égale à la valeur critique, on accepte l'hypothèse  $H_0$  : la série est non stationnaire.

Si la valeur calculée est inférieure à la valeur critique, on rejette  $H_0$ , et on accepte  $H_1$ : la série est stationnaire.

### **1.2.2. Test de Cointégration :**

La cointégration entre séries suppose l'existence de relations d'équilibre à cours et à long terme entre elles. La littérature économétrique propose divers tests de cointégration, parmi lesquels on trouve<sup>1</sup> :

- le test d'Engel et Granger (1987) : Ce test est valide uniquement pour deux variables intégrées du même ordre. Il est donc moins efficace pour les cas multivariés où plusieurs variables sont impliquées.

---

<sup>1</sup>KIBALA (Jonas), Op.Cit, P.8

- le test de Johansen (1988, 1991) : Ce test permet de traiter plusieurs variables intégrées, mais il exige que toutes les variables soient intégrées au même ordre, ce qui n'est pas toujours le cas dans la pratique.
- Pesaran et al. (2001) : appelé « test de cointégration aux bornes » ou « bounds test to cointegration », il est utilisé lorsque l'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordres différents.

En effet, il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

#### **1.2.2.1. Détermination du décalage optimal du modèle :**

Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servons des critères d'information (Akaike -AIC, Schwarz -SIC) pour déterminer les décalages optimaux «  $p_i$  » du modèle ARDL, par parcimonie (minimisation des critères d'information).

#### **1.2.2.2. L'utilisation du test de Fisher pour vérifier les hypothèses :**

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différents seuils par Pesaran et al.

Si :

- Fisher > borne supérieure: Cointégration existe
- Fisher < borne inférieure : Cointégration n'existe pas
- borne inférieure < Fisher < borne supérieure : Pas de conclusion

#### **1.2.3. Tests de validation du modèle :**

Au cours de cette étape de validation du modèle estimé, il s'agit d'appliquer des tests de diagnostic suivants : test d'autocorrélation des erreurs, test d'hétéroscédasticité des erreurs, test de normalité des résidus et test de stabilité de modèle.

## **2. Présentation des données :**

Cette étude a été effectuée à partir des séries temporelles (2004-2021). Les données de notre étude ont été compilées à partir de la base des données de la banque mondiale : World Development Indicators (WDI) et de l'enquête sur l'accès aux services financier (FAS) de FMI (Annexe N°03). Vu que certaines variables sont disponibles uniquement sur la période (2004-2021), ce qui est insuffisant pour mener une étude économétrique avec des résultats fiables,

nous avons transformé les données annuelles disponibles en fréquence trimestrielle à l'aide du logiciel Eviews 12 en adoptant la transformation linéaire pour l'ensemble de données (Annexe N°04).

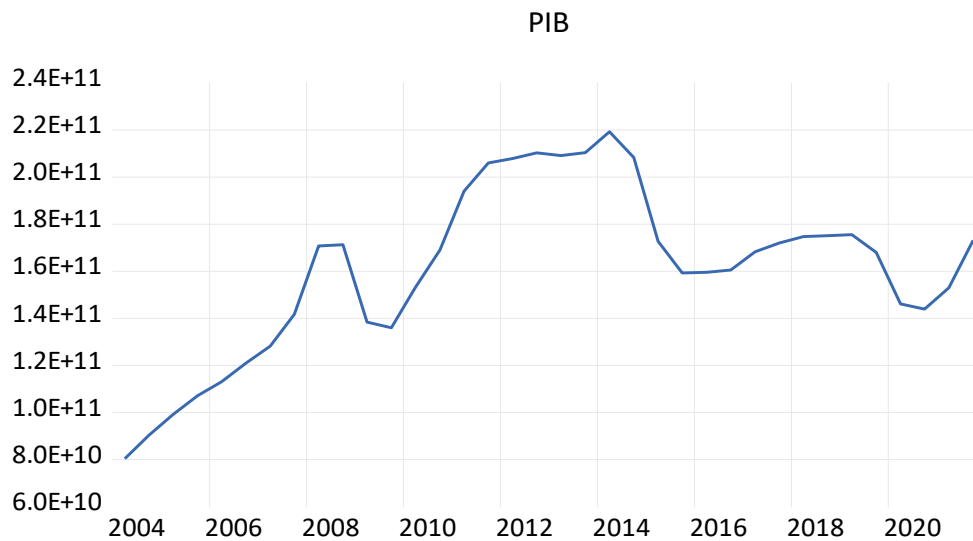
Dans notre étude, nous avons identifié plusieurs variables clés qui seront au centre de notre analyse. Ces variables sont choisies en fonction de leur pertinence et de leur relation potentielle avec l'inclusion financière et la croissance économique. Elles nous permettront d'évaluer les différentes dimensions de l'inclusion financière et d'examiner leurs liens avec la croissance économique.

## 2.1. Variable endogène :

### 2.1.1. PIB :

Représente la variable à expliquer dans notre étude.

**Figure N°09** : l'évolution du Pib (2004-2021)



**Source** : Réalisé par les étudiantes à partir d'Eviews12

La première observation qui peut être faite est que le PIB augmente généralement d'une année à l'autre, à quelques exceptions près. Cela indique une croissance économique au fil du temps.

Jusqu'en 2008, le PIB a connu une croissance régulière avec une augmentation significative, pour atteindre 171 milliards de dollars. Cette évolution est attribuable à plusieurs facteurs tels que l'investissement, la consommation des ménages et les recettes pétrolières.

En revanche, en 2009, le PIB a connu une baisse importante attribuée à la crise financière mondiale qui s'est produite en 2008. Cette crise a eu des répercussions majeures sur l'économie mondiale, entraînant une baisse de l'activité économique, des perturbations sur les marchés financiers et une augmentation du taux de chômage.

Après 2009, le PIB reprend sa progression pour atteindre un niveau record de 213 milliards de dollars en 2014. Cependant, à partir de 2015, il y a eu une diminution du PIB, Ce qui est influencé par la chute du pétrole.

Il est également intéressant de noter que le PIB a connu une baisse significative en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, il est passé de 171 milliards de dollars en 2019 à 145 milliards de dollars en 2020.

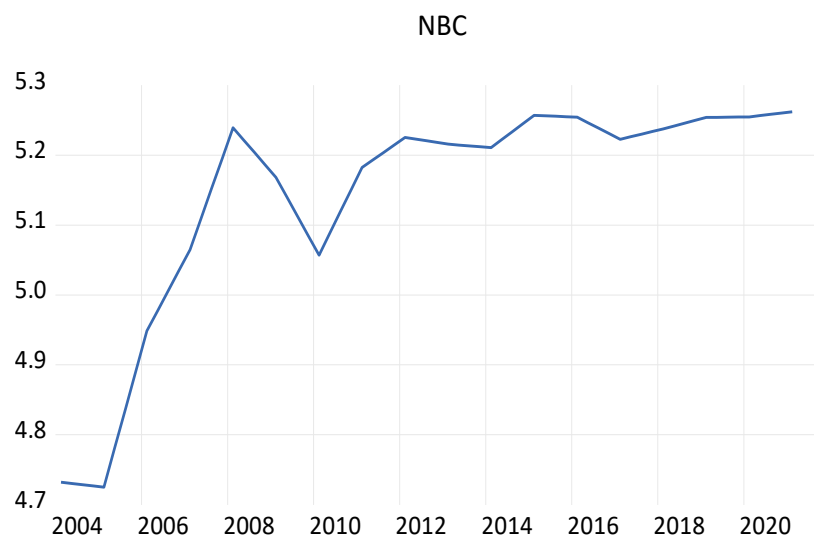
En 2021, le PIB a montré une légère reprise par rapport à l'année précédente, atteignant environ 163 milliards de dollars. Cela peut être le signe d'une reprise économique progressive après les perturbations causées par la pandémie.

## 2.2. Variables exogènes :

### 2.2.1. Nombre de branches commerciales pour 100000 adultes(NBC) :

C'est l'indicateur qui capte l'accès aux services financiers.

**Figure N°10:** l'évolution de nombre de branches commerciales pour 100000 adultes



Source : Réalisé par les étudiantes à partir d'Eviews12

D'après cette présentation graphique, on remarque une tendance générale au fil du temps avec quelques fluctuations d'une année à l'autre.

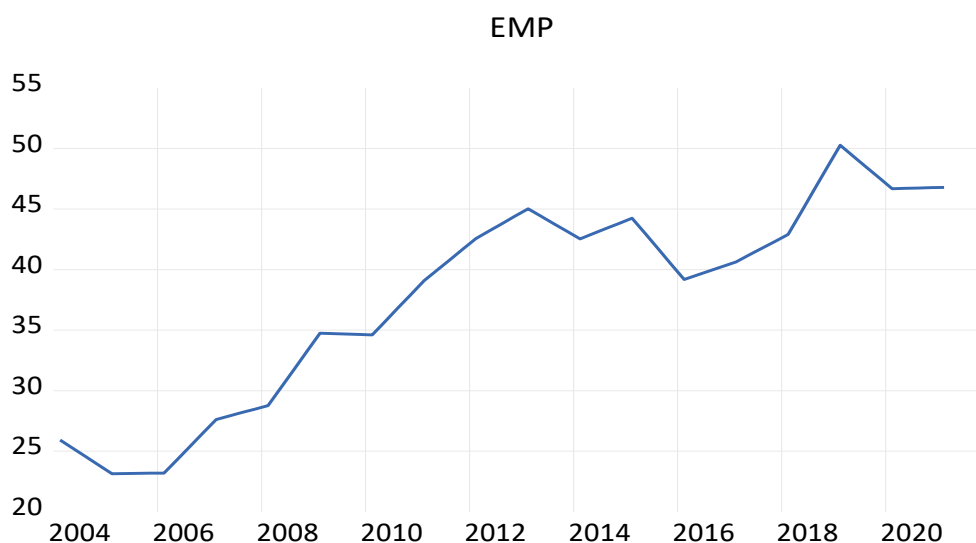
Au début de la période (en 2004), le nombre de succursales de banques commerciales était d'environ 4,73 pour 100 000 adultes. Au cours des années suivantes, on observe une augmentation progressive de ce nombre.

Cependant, à partir de 2008, il y a une légère baisse expliquée par la faillite de certains nombre de banques, avant de connaître une augmentation constante jusqu'en 2015. Après 2015, le nombre de succursales semble être relativement stable avec quelques variations légères jusqu'en 2021.

### 2.2.2. Nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes (EMP) :

Représente l'indicateur qui capte l'utilisation des services financiers.

**Figure N°11:** l'évolution de nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1000 adultes



**Source :** Réalisé par les étudiantes à partir d'Eviews12

D'après cette présentation graphique, nous observons que le nombre de personnes emprunteuses était de 25,92 pour 1 000 adultes en 2004, Au cours des années suivantes, nous constatons une légère diminution en 2005 et 2006, avec des valeurs respectives de 23,14 et 23,19.

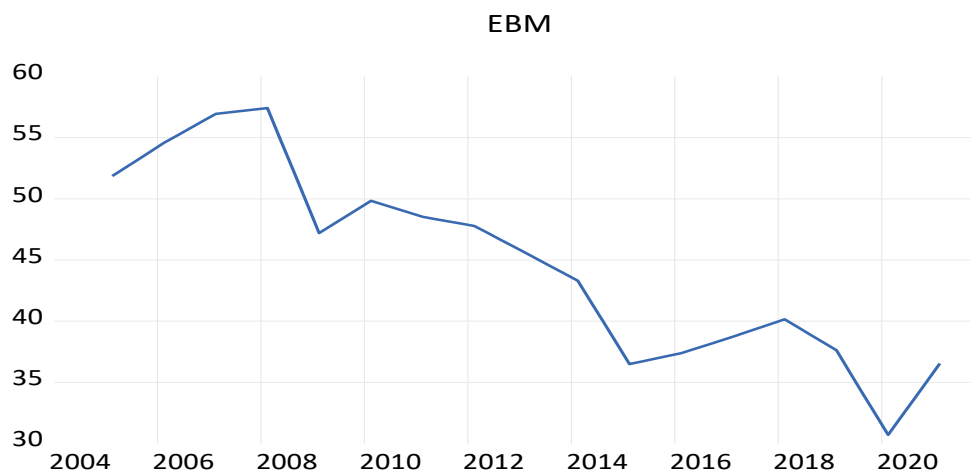
Cependant, à partir de 2007, nous remarquons une tendance à la hausse continue. Le nombre de personnes emprunteuses atteint son niveau le plus élevé en 2020, avec 50,27 emprunteurs pour 1 000 adultes.

En 2021, le nombre de personnes emprunteuses est légèrement inférieur à celui de l'année précédente, s'établissant à 46,79 pour 1 000 adultes.

### 2.2.3. Epargne brute au pourcentage de PIB (EBM):

L'épargne brute des ménages (% du PIB) fait référence à la part de l'épargne réalisée par les ménages d'un pays en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) de ce pays. Nous avons choisis cette variable en partant de l'hypothèse selon laquelle l'augmentation du taux de l'épargne augmente le taux de croissance de l'économie. Cette hypothèse est basée sur les travaux de (Lucas, J R, 1988).

**Figure N°12** : l'évolution d'épargne brute des ménages (% du PIB) (2004-2021)



**Source** : Réalisé par les étudiantes à partir d'Eviews12

Entre 2004 et 2008, nous observons que l'épargne brute semble augmenter progressivement. Cela peut être dû à une période de croissance économique où les revenus augmentent et les ménages et les entreprises peuvent se permettre de mettre de côté une plus grande part de leurs revenus.

En 2008, on note une baisse significative de l'épargne brute (% PIB). Cette année correspond à la crise financière mondiale qui a entraîné une contraction économique et une diminution des revenus disponibles. Les ménages et les entreprises ont probablement réduit leur épargne en raison de difficultés financières.

De 2009 à 2013, l'épargne brute semble à maintenir à un niveau relativement stable, bien qu'avec quelques légères variations. Cela dû à une période de reprise économique progressive après la crise financière, où la confiance dans l'économie se rétablit progressivement.

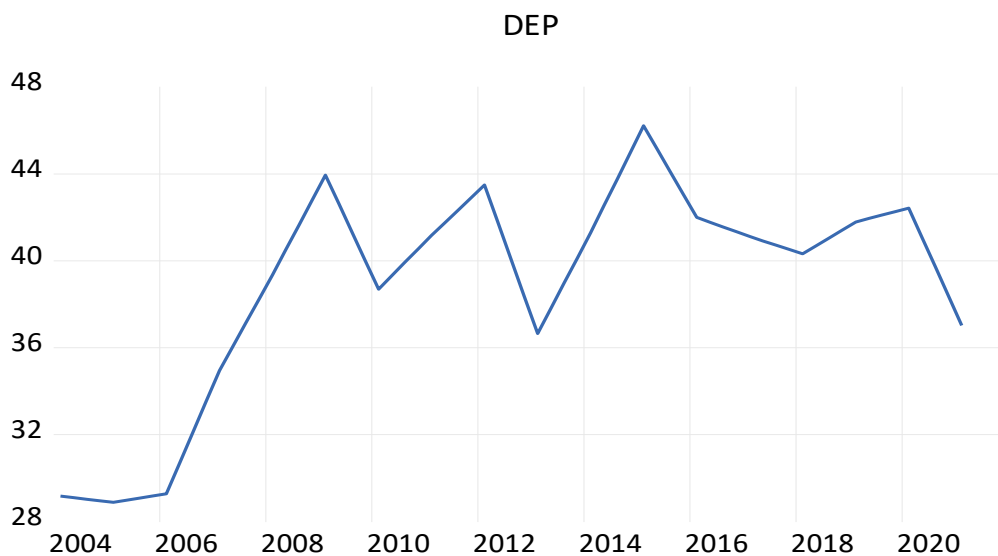
En 2020, une baisse significative de l'épargne brute (% PIB) est observée. Cela attribué à la pandémie de COVID-19. Les mesures de confinement, la baisse des revenus et l'incertitude économique peuvent avoir conduit à une diminution de l'épargne.

En 2021, l'épargne brute en pourcentage du PIB augmente légèrement pour atteindre 36,53%.

#### 2.2.4. Les dépenses publiques au pourcentage de PIB (DEP) :

Représente la part des dépenses totales effectuées par le gouvernement d'un pays par rapport au produit intérieur brut (PIB) de ce pays. Romer (1986) et Barro (1991), ont identifié une corrélation entre les dépenses publiques et la croissance économique. Ils ont constaté que les niveaux de dépenses publiques peuvent avoir une influence sur le taux de croissance.

**Figure N°13** : l'évolution de dépenses publiques (% PIB) (2004-2021)



**Source** : Réalisé par les étudiantes à partir d'Eviews12

D'après cette présentation graphique, on note que les dépenses publiques en pourcentage du PIB ont connu une légère baisse entre 2004 et 2005, passant de 29,17 % à 28,88 %. Cela peut être dû à des ajustements budgétaires ou à des politiques de réduction des dépenses publiques.

Entre 2005 et 2008, nous remarquons que les dépenses publiques ont augmenté régulièrement, atteignant leur niveau le plus élevé en 2008 avec 39,35 % du PIB. Cette augmentation peut être due à l'expansion des programmes sociaux, les investissements dans les infrastructures et les dépenses liées à la crise financière mondiale.

À partir de 2009, les dépenses publiques ont augmenté de manière significative, atteignant un sommet en 2009 avec 43,95 % du PIB. Cette augmentation peut être attribuée à des mesures de relance économique prises en réponse à la crise financière mondiale de 2008.

Après 2009, nous constatons que les dépenses publiques ont connu une tendance à la baisse, atteignant un niveau de 36,65 % du PIB en 2013. Cela peut indiquer des politiques d'austérité ou d'ajustement budgétaire mises en œuvre pour réduire les déficits publics.

À partir de 2014, on considère que les dépenses publiques ont de nouveau augmenté progressivement, atteignant 46,22 % du PIB en 2015, puis diminuant légèrement par la suite.

En 2021, les dépenses publiques représentaient environ 37,03 % du PIB.

Dans cette section, nous avons exposé la démarche économétrique adoptée ainsi que les tests appliqués pour estimer un modèle ARDL. De plus, nous avons procédé à une analyse graphique des différentes variables utilisées afin d'explorer les tendances, les relations et les propriétés des données pertinentes. Cette méthodologie, qui vise à répondre à notre question de recherche, sera mise en pratique dans la section suivante.



### Section 3 : Etude empirique sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique

L'objectif de cette section est de procéder à une analyse économétrique afin de déterminer de manière quantitative les effets à court et à long terme de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie. Cette analyse sera réalisée en utilisant un modèle ARDL et en se basant sur les données disponibles pour la période allant de 2004 à 2021.

#### 1. Test de Stationnarité :

Les résultats de l'étude de la stationnarité des séries, réalisée en utilisant le test de Phillips et Perron (PP), sont présentés dans le tableau suivant :

**Tableau N°02** : Résultats de test de PP

Résultats de test au seuil de signification de 5 %					
Variable	Niveau		Différence 1 <sup>ère</sup>		Ordre d'intégration
	Valeur statistique	Valeur critique	Valeur statistique	Valeur critique	
LPIB	-3,034109	-2,904848	-	-	I(0)
LNBC	-2,928195	-2,904848	-	-	I(0)
LEMP	-1,082871	-2,904848	-3,482882	-2,905519	I(1)
LEBM	-0,801844	-2,907660	-3,293533	-2,908420	I(1)
LDEP	-2,157666	-2,904848	-3,222273	-2,905519	I(1)

**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

On note que le PIB et le nombre de branches commerciales sont stationnaires à niveau (sans différenciation) puisque les t-statistic (-3,03 et -2,93) sont inférieurs aux valeurs critiques (-2,90) au seuil de 5%.

Cependant, le nombre d'emprunteurs, l'épargne brute des ménages et les dépenses publiques sont intégrées d'ordre 1 au seuil de signification 5 %. Par conséquent, aucune des séries considérées dans notre analyse n'est intégrée à l'ordre 2, nous pouvons donc appliquer l'approche ARDL.

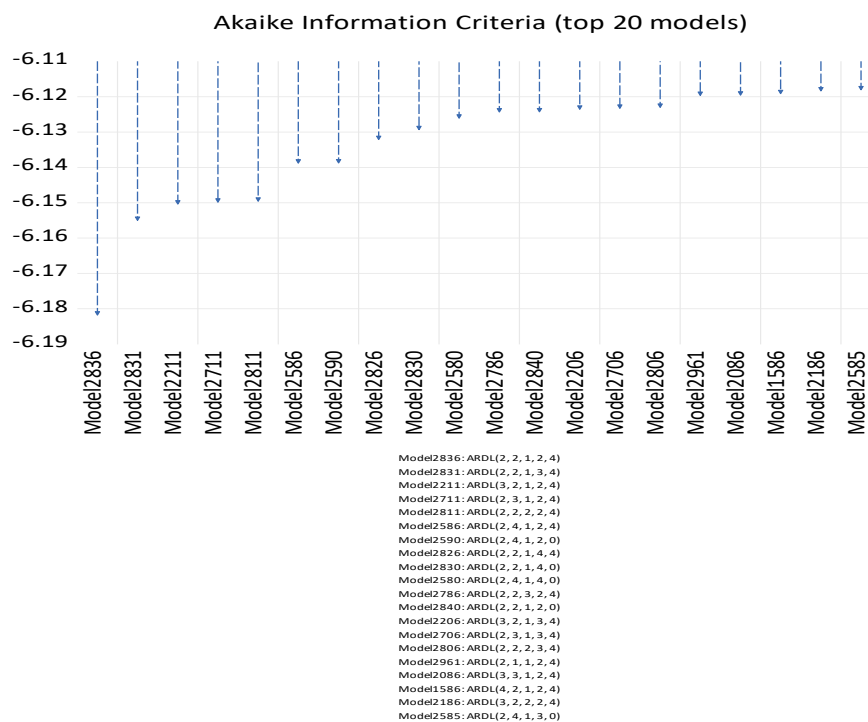
Étant donné que les séries présentent des niveaux d'intégration différents, il devient inefficace d'utiliser le test de cointégration d'Engle et Granger et le test de Johansen. Dans cette situation, il est plus approprié d'utiliser le test de cointégration aux bornes (Pesaran, 2001).

**2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001)**

**2.1. La détermination du retard optimal :**

Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente, la détermination du retard optimal se fait par les critères d'AIC, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec moins de paramètres. Les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu sont présentés dans l'annexe N°05.

**Figure N°14:** Détermination des retards optimaux du modèle estimé



**Source :** réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

Parmi les 20 modèles présentés dans la figure précédente, le modèle ARDL (2, 2, 1, 2,4) se révèle être le plus optimal, car il offre la plus petite valeur d'AIC.

## 2.2. Test de cointégration aux bornes :

Après avoir estimé le modèle ARDL, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) conduit aux résultats suivants :

**Tableau N°03** : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
1%	3,29	4,37
5%	2,56	3,49
10%	2,2	3,09
F-statistic = 5,499052		

**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

La statistique de Fisher calculée est largement supérieure à la valeur critique de la borne supérieure au seuil de 5 %. Donc nous rejetons l'hypothèse  $H_0$ , et nous concluons l'existence d'une relation de long terme entre les variables.

## 3. Significativité du modèle

**Tableau N°04** : test d'estimation du modèle ARDL

Dependent Variable: LPIB
Method: ARDL
Date: 06/06/23 Time: 15:42
Sample (adjusted): 2005Q3 2021Q1
Dynamic regressors (4 lags, automatic): LNBC LEMP LEBM LDEP
Fixed regressors: C
Number of models evaluated: 3750
Selected Model: ARDL (2, 2, 1, 2, 4)

R-squared0.997282	Mean dependent var25.83799
Adjusted R-squared0.996415	S.D. dependent var0.163890
S.E. of regression0.009813	Akaike info criterion-6.195189
Sum squared resid0.004526	Schwarz criterion-5.650901
Log likelihood211.1485	Hannan-Quinn criter.-5.981118
F-statistic1149.706	Durbin-Watson stat2.219773
Prob(F-statistic)0.000000	

Source : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

Le modèle est globalement significatif avec une probabilité de 0 et un  $R^2$  ajusté de 0,99 ; Cela signifie que les variables exogènes expliquent totalement la variable PIB.

De plus, le coefficient de Durbin-Watson est environ 2 (2,22), ce qui confirme l'identification précise de l'équation étudiée.

Tableau N°05 : Test du coefficient du retour à l'équilibre

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(LPIB)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)				
ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob
CointEq (-1)*	<b>-0.106584</b>	0.017641	-6.041883	<b>0.0000</b>

Source : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

L'estimation du modèle révèle un coefficient de rappel négatif (-0,106), et significative avec une probabilité de 0. Cela indique qu'il existe un mécanisme de correction d'erreur et un rattrapage vers la valeur d'équilibre à long terme ; le délai de retour à l'équilibre est de :

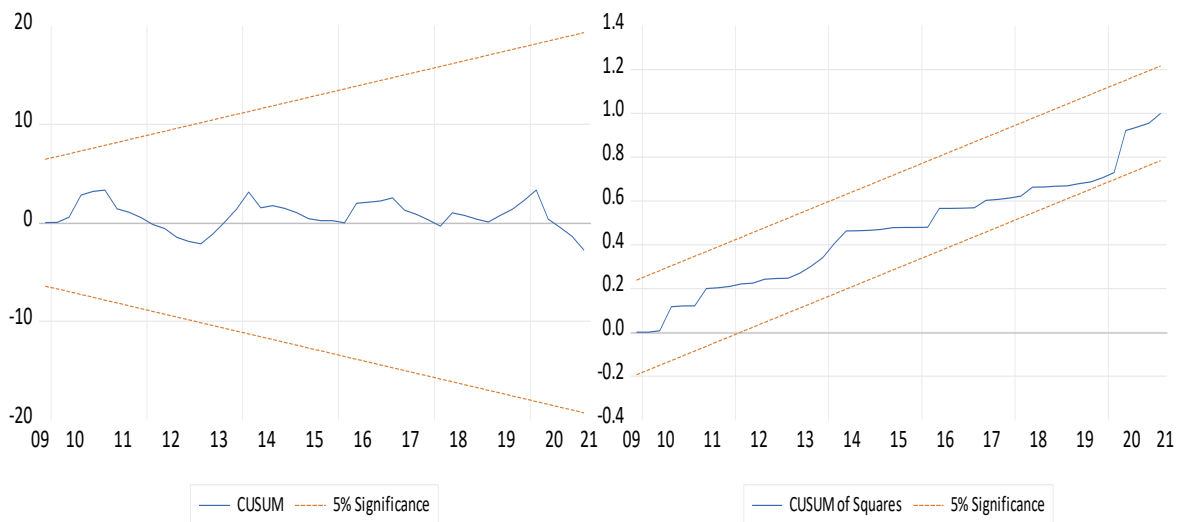
$$\frac{1}{0,106} \approx 10 \text{ trimestres (Deux années et 6 mois)}$$

**4. Validation du modèle :**

**4.1. Test de stabilité**

Pour tester la stabilité de l'équation de notre étude, nous utilisons les tests de stabilité Cusum et Cusum carré comme suit :

**Figure N°15 : Tests de Stabilité**



**Source :** réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

Les résultats du test de CUSUM illustrés dans la figure N° 15 démontrent que les paramètres du modèle sont stables durant la période de l'étude, car la courbe reste, en tout temps, à l'intérieur de l'intervalle de confiance au seuil de 5%.

**4.2. Test d'auto corrélation**

Le test de Breusch et Godfrey nous permet d'obtenir les résultats montrés dans le tableau suivant :

**Tableau N°06** : résultats de test de Breusch et Godfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	1.44486	Prob. F(2,45)	0.246
	8		5
Obs*R-squared	3.80151	Prob. Chi-Square(2)	<b>0.149</b>
	1		<b>5</b>

**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

Selon le tableau, nous constatons que la probabilité obtenue (0,1495) est supérieure à 5%. Par conséquent, nous concluons que nous acceptons l'hypothèse nulle de l'absence d'autocorrélation des résidus.

#### 4.3. Test de d'hétéroscédasticité

Les résultats de test d'ARCH sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau N°07**: résultats de test d'ARCH :

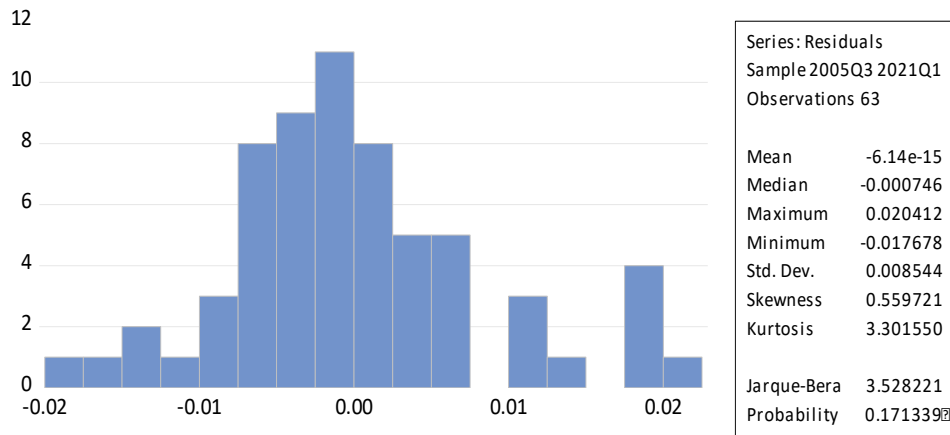
Heteroskedasticity Test: ARCH			
F-statistic	0.17180	Prob. F(1,60)	0.6800
	4		
Obs*R-squared	0.17702	Prob. Chi-Square(1)	<b>0.6739</b>
	4		

**Source** : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

Nous observons que la probabilité obtenue (0,6739) est supérieure à 5%, donc nous acceptons l'hypothèse H0 (absence d'hétéroscédasticité).

4.4. Test de normalité :

Figure N°16 : Test de normalité de Jarque-Bera



Source : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

La probabilité de Jarque-Bera (0,17), est supérieure à 5%, donc nous pouvons conclure que les résidus suivent une distribution normale (nous acceptons H0).

En tenant compte des tests précédents, nous pouvons conclure que le modèle a été bien spécifié, ce qui donne la possibilité d'interpréter les résultats issus des estimations du notre modèle **ARDL (2, 2, 1, 2,4)**. La représentation obtenue à travers notre forme fonctionnelle est la suivant :

$$\begin{aligned}
 LPIB = & \alpha_0 + \sum_{i=1}^2 \alpha_{1i} LPIB_{t-i} + \sum_{i=0}^2 \alpha_{2i} LDEP_{t-i} + \sum_{i=0}^1 \alpha_{3i} LEMP_{t-i} + \sum_{i=0}^2 \alpha_{4i} LNBC_{t-i} \\
 & + \sum_{i=0}^4 \alpha_{5i} LNCD_{t-i} + \varepsilon_t
 \end{aligned}$$

Avec :  $\alpha_0$  : le constant ;

$\alpha_{1i} \dots \alpha_{5i}$  : Les coefficients des variables explicatives ;

$\varepsilon_t$  : Le terme d'erreur.

## 5. Estimation du modèle à correction d'erreur :

Tableau N°08 : Résultats d'estimation des coefficients à CT et à LT

ARDL Long Run Form and Bounds Test				
Dependent Variable: D(LPIB)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 1, 2, 4)				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Date: 06/06/23 Time: 21:22				
Sample: 2004Q1 2021Q4				
Included observations: 63				
Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.282137	0.404255	3.171604	0.0027
LPIB (-1)*	-0.106584	0.024035	-4.434614	0.0001
LNBC (-1)	0.137795	0.176731	0.779684	0.4395
LEMP (-1)	0.111682	0.031363	3.560889	0.0009
LEBM (-1)	0.159572	0.032099	4.971306	0.0000
LDEP (-1)	0.065402	0.034239	1.910160	0.0622
D (LPIB (-1))	0.550828	0.088677	6.211654	0.0000
D(LNBC)	3.126341	0.689187	4.536276	0.0000
D (LNBC (-1))	-1.684448	0.701385	-2.401602	0.0203
D(LEMP)	-0.095453	0.072021	-1.325345	0.1915
D(LEBM)	1.151226	0.091899	12.52704	0.0000
D (LEBM (-1))	-0.582415	0.132089	-4.409249	0.0001
D(LDEP)	0.138312	0.109865	1.258932	0.2143
D (LDEP (-1))	-0.046792	0.110113	-0.424943	0.6728
D (LDEP (-2))	-0.037791	0.097066	-0.389334	0.6988
D (LDEP (-3))	-0.189960	0.087042	-2.182389	0.0341
* P-value incompatible with t-Bounds distribution.				
Levels Equation				



Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LNBC	1.292828	1.631348	0.792490	0.4321
LEMP	1.047828	0.165265	6.340292	0.0000
LEBM	1.497149	0.183785	8.146184	0.0000
LDEP	0.613618	0.305551	2.008237	0.0504
C	12.02937	2.206860	5.450898	0.0000
$EC = LPIB - (1.2928*LNBC + 1.0478*LEMP + 1.4971*LEBM + 0.6136*LDEP + 12.0294)$				

Source : réalisé par les étudiantes à partir des résultats d'Eviews12

## 6. Discussion et interprétation des résultats

### 6.1. interprétation des résultats à court terme

À court terme, les variables (NBC) démontrent une significativité au seuil de 5% et impactent positivement le PIB. Toute augmentation de 1% de nombre de branches commerciale, se traduit par une augmentation de 3,13 % du PIB. En revanche, une augmentation de 1% de cette variables observée une année avant entraînera une baisse de 1,39% du PIB, et vice-versa.

Le variable (EMP) ne présente pas de signification statistique au seuil de 5% à court terme.

L'épargne brute des ménages exerce un effet positif sur la croissance économique à court terme. Un accroissement de (EBM) de 1% accélère la croissance de 1,15%. Ces effets s'inversent plutôt dans le temps : l'augmentation de cette variable une année avant est considérée comme un frein.

De même, la variable (DEP) s'est montrée non significative. Toutefois, il est important de prendre en compte la dimension temporelle ici : les effets des dépenses publiques sur la croissance deviennent significatifs après une période de 3 ans et ont un impact négatif sur le PIB.

## 6.2. Interprétation des résultats à long terme :

A long terme, les variables DEP et NBC ne sont pas significatives au seuil de 5%.

Contrairement aux résultats à CT, la variable EMP a un impact positif significatif sur le PIB. Un accroissement de 1% de l'emprunt accélère le PIB de 1,05%.

Les effets d'EBM restent positifs à long terme : Une augmentation de 1% de l'épargne entraîne une augmentation de 1,50% du PIB.

## 7. Interprétation économique :

Il s'agit de donner un sens économique aux résultats précédents. À court et long terme, le modèle ne permet pas d'expliquer l'impact des dépenses publiques (DEP) sur la croissance économique

L'épargne brute des ménages joue un rôle essentiel dans la stimulation de la croissance économique, tant à court qu'à long terme. Lorsque l'épargne brute des ménages augmente, cela entraîne une augmentation des ressources financières disponibles dans l'économie. Cette augmentation de l'épargne se traduit par une plus grande disponibilité de fonds pour les investissements, notamment dans les entreprises et les projets d'infrastructure. En d'autre terme, l'augmentation de l'épargne brute des ménages alimente positivement la croissance économique en créant un cercle vertueux d'investissements et de progrès. Ce résultat semble exact aux prédictions théoriques selon lesquelles l'augmentation du taux de l'épargne augmente le taux de croissance de l'économie.

En étendant leur réseau de succursales, les banques peuvent élargir leur clientèle et encourager la participation financière de la population. Par ailleurs, l'ouverture de nouvelles succursales crée des opportunités d'emploi dans le secteur bancaire, ce qui peut stimuler la consommation. Cependant, une fois que le marché atteint une saturation avec un nombre adéquat de branches commerciales, l'impact positif supplémentaire de l'ouverture de nouvelles succursales peut diminuer. À un certain point, les gains d'efficacité et les avantages économiques de l'augmentation du nombre de branches commerciales peuvent atteindre un plateau.

A court terme lorsque le nombre d'emprunteurs augment il peut entraîner une augmentation de l'endettement globale et une pression sur les ressources financière disponible cela peut créer

une instabilité économique temporaire et ralentir la croissance. Cependant, l'emprunt favorise la croissance économique sur le long terme en encourageant les investissements, ce qui crée des emplois, augmente la production et favorise l'innovation. De plus, l'emprunt augmente la consommation, soutient les entreprises et stimule la demande de biens et services, ce qui entraîne une augmentation des revenus et de la production.

### Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre, nous avons examiné en premier lieu le niveau actuel de l'inclusion financière en Algérie en utilisant les deux approches de mesure. Les résultats de l'analyse séparée des indicateurs de l'accès, de la disponibilité et de l'usage, mettent en évidence le retard significatif de l'Algérie en matière d'inclusion financière. Les données révèlent qu'une partie seulement de la population a accès aux services financiers, avec une exclusion plus marquée parmi les femmes. De plus, bien que le réseau bancaire soit présent, il ne parvient pas à répondre de manière adéquate aux besoins financiers de l'ensemble de la population, notamment dans les zones rurales. Ainsi, une mesure de l'inclusion par l'indice de SARMA a constaté un faible à moyen degré d'inclusion financière.

La deuxième section de l'étude a été consacrée à l'identification de la méthodologie économétrique adéquate et des variables utilisées pour répondre à notre question de recherche. Cette approche a été mise en pratique dans la troisième section de l'étude.

Dans notre essai empirique ayant pour objectif d'étudier l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique, on a utilisé quatre variables indépendantes à savoir NBC, EMP, EBM et DEP pour expliquer leurs effets sur la variable dépendante PIB, durant la période 2004-2021, un certain nombre de tests ont été menés notamment le test de stationnarité, le test de détermination du nombre de retard, le test de cointégration et l'estimation du modèle ARDL avec la vérification de sa validation.

À l'issue de ces différents tests effectués pour le cas de l'Algérie, nous avons confirmé que les variables sont intégrées à des ordres différents (certaines  $I(0)$  et d'autres  $I(1)$ ), le test de cointégration aux bornes adapté pour ce cas, a permis de confirmer l'existence d'une relation de cointégration entre les variables, ce qui nous a permis d'estimer les coefficients à court et à long terme.

L'estimation du modèle nous a permis d'obtenir les résultats suivants :

- l'inclusion financière joue un rôle bénéfique dans la stimulation du produit intérieur brut (PIB) à la fois à court terme, en favorisant l'expansion des secteurs bancaire, et à long terme, en augmentant le nombre d'emprunteurs.
- Une augmentation de l'épargne brute des ménages stimule de la croissance économique
- Les dépenses publiques n'ont pas d'effet significatif sur la croissance économique

## **Conclusion générale**

## Conclusion générale :

Actuellement, l'inclusion financière revêt une importance primordiale en tant que catalyseur du développement financier, ce qui à son tour stimule la croissance économique et favorise la stabilité macroéconomique. Cette stabilité devient inconcevable tant que la majorité des ménages et des entreprises demeure financièrement exclue du système économique.

Dans ce contexte, cette étude a été créée pour démontrer l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Ceci nous a conduits à mener une réflexion sur une revue de la littérature sur la croissance et l'inclusion ainsi que la relation entre eux.

Dans le premier chapitre, nous avons abordé le concept d'inclusion financière et examiné les méthodes utilisées pour la mesurer. Nous avons également dressé un état des lieux de l'inclusion financière dans le monde, qui met en évidence les variations du niveau d'inclusion financière d'un pays à l'autre, principalement en raison des inégalités entre les sexes et les niveaux de revenus.

Dans le deuxième chapitre, nous avons effectué un rappel sur la croissance économique et les différentes théories qui l'expliquent. Ensuite, nous avons examiné en détail lien entre l'inclusion financière et la croissance économique, en considérant l'inclusion comme un catalyseur de cette croissance. Nous avons examiné les études tant théoriques qu'empiriques réalisées sur ce sujet, afin de mieux comprendre les effets concrets de l'inclusion financière sur la croissance économique.

Le troisième chapitre s'est fixé comme objectif d'analyser empiriquement l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique, représentée par le PIB en Algérie durant la période 2004 – 2021, en introduisant des variables exogènes d'intérêt : nombre de branches commerciale (NBC) et le nombre d'emprunteurs (EMP), et d'autres de contrôle : les dépenses publiques (DEP) et l'épargne brute de ménages (EBM). Nous avons commencé par une étude graphique de chaque variable afin d'appréhender le mieux possible leur comportement, et de suivre leur évolution dans le temps. Ensuite, et dans le but de vérifier nos hypothèses, nous avons opté pour un démarche économétrique en utilisant le modèle ARDL.

Sur la base des résultats obtenus nous pouvons confirmer les deux hypothèses suivantes :

**H1** : L'inclusion financière a un impact positif sur la croissance économique

**H2** : L'augmentation de nombre d'emprunteurs stimule la croissance économique, à long terme.

L'expansion de secteur bancaire joue un rôle bénéfique dans la stimulation du PIB, en créant les opportunités d'emplois et en stimulant la consommation. Cependant, il existe un point de saturation sur le marché financier ou les avantages économiques et les gains d'efficacité de cette expansion atteignent un plateau. Par conséquent, l'hypothèse 03 est confirmée à court terme et affirmé à long terme.

On conclusion, afin de bénéficier des effets positif de l'inclusion financière, nous recommandons les mesure suivante :

- Informer la population sur les avantages des services financiers.
- Elargir l'accès aux services bancaires, aux paiements électroniques et aux guichets automatiques.
- Créer des produits financiers adaptés aux besoins des femmes, des jeunes et des personnes à faible revenu.
- Encourager l'utilisation des services financiers mobile.
- Mettre en place des réglementations pour garantir la transparence et la sécurité des transactions.

Au cours de la préparation de ce travail, nous avons rencontré plusieurs obstacles et difficultés qui se résument dans les points suivants :

- Manque de données sur l'inclusion financière en Algérie.
- les études disponibles sont souvent limitées ou rédigées dans des langues étrangères comme l'anglais ou l'indien.
- Les contraintes de temps, qui ont limité notre capacité à explorer en détail toutes les fonctionnalités et outils du logiciel Eviews12, qui aurait pu contribuer à une analyse plus approfondie.

A cet effet, nous laissons le champ ouvert à d'autres recherches plus poussées en proposant le thème suivant :

L'apport de l'inclusion financière numérique au développement du système financier.

## **Bibliographie**



## Bibliographie :

### Ouvrage :

- 1) ANDREW (Gillespie), *Economie: Macro-Micro*, édition DUNOD, Paris, 2007
- 2) BERNARD (Bernier) et YVES (Simon), *Initiation à la Macroéconomie*, 2001, Edition Dunod, Paris
- 3) BRASSEUL (Jaques), *Introduction à l'économie du développement*, édition ARMOUD, Paris, 1993
- 4) DELAS (Jean Pierre), *Economie Contemporaine*, édition ELLIPSES, Paris, 2001
- 5) DOMINIQUE. Guellec, *Les Nouvelles Théories De La Croissance*, Edition la découverte, Paris, 1995
- 6) GUILLAUMIN (Cyriac), *Macroéconomie : Chapitre 1 : définition et concepts fondamentaux*, édition DUNOD, Paris, 2020
- 7) HEINZ (K) et NERI (S), *Theories of Economic Growth – Old and New*, 2016
- 8) HERRERA (Rémy), *Pour une Critique de la Nouvelle Théorie de la Croissance*, Centre Nationale de Recherche Scientifique, Université de Paris, 2000
- 9) LECAILLON (Jaques), *la Croissance Economique*, édition CUJAS, Paris, 1972
- 10) MUET (Pierre Alain), *Introduction a l'Analyse Macroéconomique*, Edition Ecole Polytechnique, Paris, 2005
- 11) MULLER (J), VANHOVE (P), et VIPREY (C), *économie : Manuel et application*, DUNOD, Paris, 2004
- 12) ROBERT (Pierre), *Croissance et Crise*, édition PERSON, Paris, 2010
- 13) Rostow (Walt. W), *Les Cinq Etapes De La Croissance Economique*, édition Le Seuil, Paris, 1963
- 14) Schumpeter (JA), *The Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest and the Business Cycle*. Harvard University Press, Cambridge
- 15) SILEM (Ahmed), *l'économie politique*, édition ARMAND COLIN, 2011
- 16) VILLIEU (Patrick), *Macroéconomie- l'Investissement*, Edition la découverte, Paris, 2000

**Articles :**

- 1) ABBES (M.A), l'inclusion financière en Algérie et dans les pays de la région MENA : une comparaison à l'aide de l'indice multidimensionnel d'inclusion financière-IIF, *Revue des Sciences commerciales et de gestion*, vol 17, N° 1 , Décembre, 2021, PP. 15-16
- 2) BALACH (R), Law (SH) et HABIBULLAH(MS), *The Role of Financial Inclusion in financial development: International evidence*, 2016,
- 3) CAIRNCROSS (A.K), *The Stages of Economic Growth*, *The Economic History Review*, 1961, N°3
- 4) CETTE (G), EPAULARD (A) et GIVORD (P) , *Croissance de la Productivité : le Rôle des Institutions et de la Politique Economique*, *Revue Économie et statistique*, N° 419-420, 2008
- 5) Cours de Mr DIEMER, « La Croissance Economique », Chapitre 4, IUFM AUVERGNE, P 97.
- 6) DEIDDA (L) et FATTOUH (B), *Non -linearity Between Finance and Growth*, *Economics Letters*, N°3,2002, PP. 339-345
- 7) DINABANDHU (S) et DEBASHIS (A), *Financial inclusion and economic growth linkage: some cross country*
- 8) Domar (E.D), *Capital Expansion, Rate of Growth and Employment*, N°2, April, 1946
- 9) EGGOH (J.C), *Récents développements de la littérature sur la finance et la croissance économique*, *Mondes en développement*, N°155, mars, 2011
- 10) *evidence*, *Journal of Financial Economic Policy*, N°3, January, 2019
- 11) Font Monétaire International, *Financial Inclusion: Can It Meet Multiple Macroeconomic Goals?* , Décembre, 2015
- 12) HARROD (R), *Créateur de la Théorie de Croissance*, *Revue Alternative Economique* N° 248, 2006
- 13) INOUE et HAMORI(S), *Financial access and economic growth: Evidence from Sub Saharan Africa*, *Emerging Markets Finance and Trade*, N° 3, 2016
- 14) KABIKISSA (F.J), *L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo*, *Revue Congolaise de Gestion*, N°29, janvier, 2020
- 15) KABIKISSA (F.J), *L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo*, *Revue Congolaise de Gestion*, N°29, janvier, 2020,

- 16) KIM(DW) et KABIR (M.H), *Financial inclusion and economic growth in OIC countries*, Research in International Business and Finance, Vol 43, January, 2018,
- 17) KUZNETS (Simon), *Modern Economic Growth: Findings and Reflections*, The American Economic Review, N°3, 1973,
- 18) LOABA (S), *L'accès au crédit ou à l'éducation : quel facteur pour réduire les différences de productivité du maïs entre femmes et hommes au Burkina Faso ?*, N°4, Décembre, 2021
- 19) LORDON(F), *Théorie De La Croissance : Quelques Développements Récents Deuxième Partie : La Redécouverte Des Rendements Croissants*, Revue de l'OFCE, N°37
- 20) LUCAS. Robert, «On the Mechanics of Economic Development», Journal of Monetary Economics, university of Chicago, 1988
- 21) MBUTOR (O) et UBA (I), *The impact of financial inclusion on monetary policy in Nigeria*, Journal of Economics and International Finance, N°8, 2013
- 22) MINEA (A) et VILLIEU (P), *Déficits Persistants et Croissance Endogène*, Revue économique, N°6, Novembre, 2011
- 23) ONAOLAPO (A.R), *Effects of Financial Inclusion on the Economic Growth of Nigeria*, International Journal of Business and Management Review, N°3, 2015
- 24) PANIZZA(U), *Non-linéarités dans la relation entre finance et croissance*, Revue d'économie financière, N°127, 2017
- 25) FERROUX (F), *Blocages et freinages de la croissance et du développement*, Revue Tiers Monde, N°26, 1966
- 26) SOLOW (R), *A Contribution to the Theory of Economic Growth*, The Quarterly Journal of Economics, N°1, 1956
- 27) GODIH (D), KAMELI (M) et LAZREG (M), *L'inclusion financière : Enjeux et objectifs*, 2023 , *مجلة بحوث الاقتصاد و المناجمنت, العدد 1 , جانفي, 2023*

### Thèses et mémoires universitaires

- 1) ABOU-BEKR (A), *L'impact De La Libéralisation Du Compte De Capital Sur La Croissance Economique. Evidence empirique à partir des données de Panel dans la région MENA*, Thèse de doctorat, Université Aboubakr Belkaïd, Tlemcen, 2021
- 2) AZROU (Yasmina), BOUZERIA (Lila), *Le financement bancaire des particuliers au service de crédit à la consommation*, Mémoire de fin de Cycle, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou, 2020

3) KIBALA(Jonas), *Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels*, Licence, Congo-Kinshasa, 2018

4) RUDOLF (Jean Philippe), *Contribution à l'Analyse Empirique des processus de la croissance endogène : une approche méthodologique centrée sur les entreprises, les régions et les territoires*, Thèse de doctorat, université de NEUCHATEL, Suisse, 2000

#### Revue:

- 1) SARMA (M), Index of financial inclusion, working paper N° 215, June, 2008, P6
- 2) SARMA (M), Measuring financial inclusion, Economics Bulletin, Vol 35, N° 1, March, 2015,

#### Sites web:

- 1) <http://www.Financedemarché.fr/definition/compagnie-dassurances>
- 2) <http://leganet.cd/Legislation/Droit%20economique/Banques>
- 3) <https://ecb.europa.eu/ecb/educational/explainers/tell-me/html/what-is-a-central-bank.fr>
- 4) <https://.banquemonddiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview>
- 5) <https://blog.secteur-prive-developpement.fr/institution/lalliance-pour-linclusion-financiere-afi>
- 6) <https://selectra.info/finance/guides/comprendre/fintech>
- 7) <https://fi-global.org/publications/mesurer-linclusion-financiere-les-indicateurs-fondamentaux-de-linclusion-financiere/>
- 8) <https://worldbank.org/fr/voices/8-points-cles-pour-accelerer-l-inclusion-financiere>
- 9) <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Pnb.htm>
- 10) <https://www.studocu.com/fr/document/universite-de-tours/comptabilite-generale/04/2116185>
- 11) <http://www.data.worldbank.org/products/little-data-book-on-financial-inclusion>
- 12) <https://giemonetique.dz>
- 13) <https://banquemonddiale.org/fr/news/immersive-story/2018/05/18/gains-in-financial-inclusion-gains-for-a-sustainable-world>
- 14) <https://banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2022/06/29/covid-19-drives-global-surge-in-use-of-digital-payments>
- 15) <https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/10/inclusion7>

## **Annexes**

## Annexes

### Annexe N° 01 : Les données de chaque indicateur

année	Disponibilité	Pénétration	Usage
	Nombre de branches commerciales pour 1000 adultes	Nombre de comptes de dépôt pour 100000 adultes	Encours de crédit et de dépôt (% PIB)
2004	4,73173	625,2247	68,94911
2005	4,7247	635,4493	62,67513
2006	4,94853	667,349	63,76022
2007	5,06469	711,5486	69,76991
2008	5,23934	709,27	68,38294
2009	5,16832	433,3786	78,4206
2010	5,05699	502,0192	72,23153
2011	5,18252	516,8926	68,60202
2012	5,22553	547,1487	67,71095
2013	5,21595	559,078	74,38553
2014	5,21091	574,2438	87,18849
2015	5,25719	560,9101	93,40589
2016	5,25456	545,3749	91,63381
2017	5,22293	523,6783	95,81054
2018	5,2378	511,5032	98,49741
2019	5,25415	568,266	100,9708
2020	5,25498	518,5829	114,7592
2021	5,26224	510,0617	94,87051

### Annexe N° 02 : calcul des indices partiels

année	Indice de pénétration	Indice de disponibilité	Indice d'usage
2004	0,689672	0,013089	0,120459
2005	0,726429	0	0
2006	0,841106	0,416399	0,020833
2007	1	0,632487	0,136218
2008	0,991809	0,957383	0,109588
2009	0	0,825279	0,302309
2010	0,246758	0,618168	0,18348
2011	0,300226	0,851688	0,113795
2012	0,408995	0,931708	0,096686
2013	0,45188	0,913875	0,224837
2014	0,5064	0,904504	0,47065

2015	0,458466	0,990607	0,590023
2016	0,402618	0,985697	0,555999
2017	0,324621	0,926862	0,636191
2018	0,280852	0,954531	0,687779
2019	0,48491	0,98494	0,735268
2020	0,306303	0,986491	1
2021	0,27567	1	0,618143

**Annexe N°03** : Les données annuelles

Année	PIB	EBM	EMP	NBC	DEP
2004	85332581188.6107		25.91511	4.7317324188699 2	29.17
2005	103198223709.4395	51.856866030131 7	23.14049	4.7246967353921 9	28.88
2006	117027307540.8897	54.571698583660 9	23.19376	4.9485309121627	29.28
2007	134977082623.7798	56.941871874839 36	27.61316	5.0646883869174 8	34.95
2008	171000699876.7473	57.413788344189 54	28.76498	5.2393351780938 3	39.35
2009	137211035770.0344	47.205596239558 01	34.74867	5.1683230440440 5	43.95
2010	161207270185.2499	49.829153685434 51	34.60002	5.0569911048176 3	38.7
2011	200013052199.1996	48.527072954694 25	39.07503	5.1825188749180 31	41.17
2012	209058991952.1255	47.779013052293 63	42.57682	5.2255337403801	43.49
2013	209755003250.664	45.556495264188 83	45.02476	5.2159473115119 8	36.65
2014	213810024944.4644	43.299271745135 08	42.54079	5.2109098760781 2	41.29
2015	165979279263.1744	36.487921549996 03	44.24196	5.2571945625567 5	46.22
2016	160034163871.4547	37.383325045457 93	39.18917	5.2545553689202 4	42
2017	170097014589.1343	38.726068505948 77	40.6383	5.2229287464778 7	41.12
2018	174910878623.0486	40.150062190960 78	42.90262	5.2378019728443 9	40.32
2019	171767403748.1903	37.617048968117 71	50.2715000 0000001	5.2541484445095 2	41.79
2020	145009181490.6198	30.696102875197 51	46.6894800 0000001	5.2549819370291 7	42.43
2021	163044443983.7588	36.530419285931 93	46.78647	5.2622436870432 7	37.03

## Annexe N°04 : Transformation des données

Année	LPIB	LNBC	LEMP	LEBM	LDEP
2004Q1	25.1698221785 2305	1.55429139736 3849	3.2548261962 7862		3.37314078387 963
2004Q2	25.2208395852 2961	1.55391959952 8417	3.2276950211 80329		3.37065225983 3995
2004Q3	25.2693800711 3256	1.55354766340 7939	3.1998071681 49705		3.36815752758 3955
2004Q4	25.3156730524 1647	1.55317558889 951	3.1711192163 96018		3.36565655607 6396
2005Q1	25.3599174777 2791	1.55280337590 011	3.1415838969 95094	3.9484873469 33366	3.36314931402 4626
2005Q2	25.3928698010 9268	1.56457762488 6944	3.1421592378 5073	3.9614905433 37967	3.36660593689 2536
2005Q3	25.4247708196 8651	1.57621485269 1552	3.1427342478 79595	3.9743268247 3282	3.37005065266 5319
2005Q4	25.4556855459 6867	1.58771821179 2409	3.1433089274 61927	3.9870004220 60627	3.37348354309 464
2006Q1	25.4856731422 9652	1.59909074710 9413	3.1438832769 77311	3.9995154074 07153	3.37690468909 3111
2006Q2	25.5233015023 2954	1.60494187656 5502	3.1904191470 64336	4.0103149518 25729	3.42418121805 2531
2006Q3	25.5595651650 3451	1.61075896936 2038	3.2348853852 19766	4.0209991110 82377	3.46932321070 9756
2006Q4	25.5945596647 9513	1.61654241919 9864	3.2774582687 40367	4.0315703247 45667	3.51251511779 4108
2007Q1	25.6283708426 3189	1.62229261298 8194	3.3182924706 78781	4.0420309558 23751	3.55391846867 982
2007Q2	25.6929609832 7191	1.63087647237 4544	3.3286666521 86481	4.0441007343 58476	3.58490686373 0958
2007Q3	25.7536311494 9546	1.63938727577 6467	3.3389343141 5969	4.0461662377 5708	3.61496377116 3768
2007Q4	25.8108300455 1154	1.64782625624 4837	3.3490976218 17863	4.0482274836 4379	3.64414356027 2545
2008Q1	25.8649334862 8717	1.65619461587 4138	3.3591586750 25601	4.0502844895 34071	3.67249597486 3413
2008Q2	25.8142716855 8436	1.65280044880 2877	3.4098565327 66747	4.0048162079 01515	3.70130197411 2493
2008Q3	25.7609056565 7083	1.64939472211 5104	3.4581076628 67896	3.9571816749 69381	3.72930136861 2852
2008Q4	25.7045303467 9539	1.64597735680 38	3.5041373952 6701	3.9071641053 83328	3.75653810258 7751
2009Q1	25.6447859846 4508	1.64254827304 918	3.5481412978 97061	3.8545124499 60723	3.78305262413 1186
2009Q2	25.6875785804 2597	1.63714841718 6383	3.5470712602 18397	3.8683111225 54834	3.75273414774 4765
2009Q3	25.7286148698 6956	1.63171924450 2014	3.5460000763 32505	3.8819219804 37836	3.72146764370 7088
2009Q4	25.7680333529 7013	1.62626043492 4603	3.5449277437 81153	3.8953500677 49115	3.68919190529 5981
2010Q1	25.8059567664 0672	1.62077166311 2243	3.5438542600 98194	3.9086002281 12048	3.65583960003 5736
2010Q2	25.8643954245 3139	1.62695814240 332	3.5756763909 16146	3.9020460709 76645	3.67166971238 2744
2010Q3	25.9196067398 694	1.63310658436 496	3.6065170267 19843	3.8954486733 04402	3.68725313236 9353
2010Q4	25.9719286009 583	1.63921745388 2396	3.6364349051 81846	3.8888074607 51947	3.70259743094 2133



2011Q1	26.0216484623 6104	1.64529120736 9989	3.6654836440 61565	3.8821218474 56267	3.71770983578 1813
2011Q2	26.0328917063 5408	1.64736405554 7597	3.6876406245 81405	3.8782605746 76648	3.73169945129 6865
2011Q3	26.0440099439 8645	1.64943261591 209	3.7093172962 8509	3.8743843346 58288	3.74549605453 2832
2011Q4	26.0550059244 4948	1.65149690616 6064	3.7305340419 32178	3.8704930109 16156	3.75910489900 3433
2012Q1	26.0658823072 2803	1.65355694390 2708	3.7513099737 26681	3.8665864856 00055	3.77253102660 9547
2012Q2	26.0667142755 1904	1.65309820474 094	3.7655813181 48063	3.8548891852 79669	3.73241775612 842
2012Q3	26.0675455522 1416	1.65263925504 0968	3.7796518537 49425	3.8430534370 60558	3.69062792464 8053
2012Q4	26.0683761384 6225	1.65218009460 9449	3.7935271532 7844	3.8310759243 41886	3.64701525001 5238
2013Q1	26.0692060354 0931	1.65172072325 2777	3.8072125606 75798	3.8189532098 99871	3.60141342833 2661
2013Q2	26.0740274389 9714	1.65147925016 2656	3.7933243194 4192	3.8064889054 70446	3.63257361790 2841
2013Q3	26.0788257081 4827	1.65123771874 9197	3.7792404751 93321	3.7938672791 86148	3.66279211935 0618
2013Q4	26.0836010638 1388	1.65099612898 4221	3.7649554393 51764	3.7810843088 58289	3.69212418427 8825
2014Q1	26.0883537237 9479	1.65075448083 9526	3.7504633803 56591	3.7681358160 47955	3.72062033989 7999
2014Q2	26.0308022696 335	1.65297258547 0774	3.7604110253 73902	3.7280144471 59468	3.75003334760 611
2014Q3	25.9697352927 2418	1.65518578100 0759	3.7702606886 37502	3.6862158259 93299	3.77860589198 7795
2014Q4	25.9046951991 4768	1.65739408911 1115	3.7800142815 26419	3.6425935779 39091	3.80638467340 5149
2015Q1	25.8351287937 9601	1.65959753134 0153	3.7896736600 30164	3.5969812893 85055	3.83341260484 6235
2015Q2	25.8261338555 7933	1.65947201956 6073	3.7607060983 38243	3.6030974781 15526	3.81032245060 1807
2015Q3	25.8170572735 1226	1.65934649203 6811	3.7308743205 5094	3.6091764863 69026	3.78668651411 6848
2015Q4	25.8078975519 043	1.65922094874 841	3.7001251708 39951	3.6152187634 57804	3.76247836814 8129
2016Q1	25.7986531535 8378	1.65909538969 6912	3.6684004331 15104	3.6212247505 9834	3.73766961828 3368
2016Q2	25.8142507242 4279	1.65758953245 5632	3.6776024192 03009	3.6301642355 38654	3.73241775612 842
2016Q3	25.8296087423 4726	1.65608140418 805	3.6867205002 49313	3.6390245136 33566	3.72713816623 1027
2016Q4	25.8447344549 8617	1.65457099803 3819	3.6957561925 55211	3.6478069761 63505	3.72183055425 3623
2017Q1	25.8596347852 7789	1.65305830710 1459	3.7047109716 86636	3.6565129780 70727	3.71649462114 691
2017Q2	25.8666850478 6282	1.65376997364 5613	3.7185445613 84513	3.6656637154 1778	3.71161894108 3426
2017Q3	25.8736859520 32	1.65448113408 0655	3.7321893911 36977	3.6747314755 0023	3.70671937224 2268
2017Q4	25.8806381840 9335	1.65519178912 5925	3.7456505429 53241	3.6837177496 51319	3.70179567938 0483
2018Q1	25.8875424161 393	1.65590193949 9228	3.7589328963 30209	3.6926239893 56971	3.69684762376 3113
2018Q2	25.8830393259 2698	1.65668185148 2053	3.8009761308 09901	3.6767261227 88748	3.70592091996 8788
2018Q3	25.8785158661 3255	1.65746115567 6168	3.8413228201 6727	3.6605714255 01964	3.71491263116 0752
2018Q4	25.8739718516 3603	1.65823985302 814	3.8801045894 86538	3.6441514628 25071	3.72382421146 1315
2019Q1	25.8694070947 8233	1.65901794448 2326	3.9174383161 29415	3.6274573776 3066	3.73265707645 9824

2019Q2	25.8296830067 5551	1.65905760247 8348	3.8994643749 16974	3.5803698866 39834	3.73647843291 3216
2019Q3	25.7883154033 6421	1.65909725890 1676	3.8811614489 70707	3.5309551274 10924	3.74028524217 3836
2019Q4	25.7451623979 8617	1.65913691375 2433	3.8625172702 98871	3.4789710369 33878	3.74407761457 8699
2020Q1	25.7000628979 8728	1.65917656703 0746	3.8435188716 32328	3.4241357043 59335	3.74785565921 4233
2020Q2	25.7306826045 6463	1.65952197715 9283	3.8440380722 2926	3.4705580692 52771	3.71552138506 0358
2020Q3	25.7603925328 8793	1.65986726802 0856	3.8445570033 96814	3.5149206641 22268	3.68210656982 6508
2020Q4	25.7892451896 1214	1.66021243969 7803	3.8450756654 14476	3.5573985344 96291	3.64753649057 9554
2021Q1	25.8172886630 6456	1.66055749227 2373	3.8455940585 61296	3.5981453185 93277	3.61172839492 5521
2021Q2					
2021Q3					
2021Q4					

## Annexe N°05 : Estimation du modèle

Dependent Variable: LPIB

Method: ARDL

Date: 06/06/23 Time: 15:42

Sample (adjusted): 2005Q3 2021Q1

Included observations: 63 after adjustments

Maximum dependent lags: 6 (Automatic selection)

Model selection method: Akaike info criterion (AIC)

Dynamic regressors (4 lags, automatic): LNBC LEMP LEBM LDEP

Fixed regressors: C

Number of models evaluated: 3750

Selected Model: ARDL (2, 2, 1, 2, 4)

Note: final equation sample is larger than selection sample

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIB (-1)	1.444244	0.098479	14.66556	0.0000
LPIB (-2)	-0.550828	0.088677	-6.211654	0.0000
LNBC	3.126341	0.689187	4.536276	0.0000
LNBC (-1)	-4.672994	1.190446	-3.925414	0.0003
LNBC (-2)	1.684448	0.701385	2.401602	0.0203
LEMP	-0.095453	0.072021	-1.325345	0.1915
LEMP (-1)	0.207135	0.080409	2.576003	0.0132
LEBM	1.151226	0.091899	12.52704	0.0000
LEBM (-1)	-1.574069	0.193470	-8.135977	0.0000
LEBM (-2)	0.582415	0.132089	4.409249	0.0001
LDEP	0.138312	0.109865	1.258932	0.2143
LDEP (-1)	-0.119702	0.187283	-0.639152	0.5258
LDEP (-2)	0.009001	0.173897	0.051758	0.9589
LDEP (-3)	-0.152169	0.159063	-0.956657	0.3436
LDEP (-4)	0.189960	0.087042	2.182389	0.0341
C	1.282137	0.404255	3.171604	0.0027
R-squared	0.997282	Mean dependent var	25.83799	
Adjusted R-squared	0.996415	S.D. dependent var	0.163890	
S.E. of regression	0.009813	Akaike info criterion	-6.195189	
Sum squared resid	0.004526	Schwarz criterion	-5.650901	
Log likelihood	211.1485	Hannan-Quinn criter.	-5.981118	

F-statistic	1149.706	Durbin-Watson stat	2.219773
Prob (F-statistic)	0.000000		

---

---

\*Note: p-values and any subsequent tests do not account for modelselection.

## TABLE DE MATIERE

Introduction générale :.....	I
Chapitre 01 : L'inclusion financière.....	4
Section I : Concepts généraux de l'inclusion financière.....	7
1. Définition de l'inclusion financière.....	7
2. Historique et évolution :.....	8
3. L'importance de l'inclusion financière .....	9
4. Les objectifs de l'inclusion financière .....	9
5. Les acteurs de l'inclusion financière :.....	10
6. Les produits et les services de l'inclusion financière.....	12
7. Les inconvénients de l'inclusion financière :.....	14
Section II : Mesure de l'inclusion financière.....	16
1. Les aspects de l'inclusion financière :.....	16
2. Méthodes d'analyse des indicateurs d'inclusion financière :.....	18
3. Indice multidimensionnel de Sarma:.....	20
Section III : Inclusion financière dans le monde : défis et politiques.....	23
1. Etat des lieux de l'inclusion financière dans le monde .....	23
2. Les obstacles de l'inclusion financière : .....	26
3. Les politiques de l'inclusion financière : .....	28
CHAPITRE 02 : La croissance économique .....	33
Section I : Cadre général sur la croissance économique.....	35
1. Définition de la Croissance Economique .....	35
2. Les types de la croissance économique :.....	36
3. Les indicateurs de la croissance économique.....	36
4. Les facteurs de la croissance économique.....	38
5. Les étapes de la croissance économique .....	39
Section II : Les théories de la croissance économique : .....	42
1. La théorie classique.....	42
2. La théorie de Schumpeter :.....	43
3. La théorie post keynésienne (Harrod et Domar) : .....	45
4. La théorie néoclassique de la croissance.....	47
5. Les théories endogènes : .....	49

Section III : L'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique .....	52
1. Relation théorique entre inclusion financière et croissance économique : .....	52
2. Inclusion financière et croissance économique : Etudes théoriques .....	55
3. Inclusion financière et croissance économique : Etudes Empiriques .....	56
CHAPITRE 03 : L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie .....	61
Section I : L'inclusion financière en Algérie .....	63
1. Etat des lieux de l'inclusion financière en Algérie .....	63
2. Mesure de l'inclusion financière en Algérie par l'indice de SARMA (2008) .....	66
3. Les obstacles de l'inclusion financière en Algérie .....	68
Section 2 : méthodologie et choix de variables .....	70
1. Choix du modèle : .....	70
2. Présentation des données : .....	72
Section 3 : Etude empirique sur l'impact de l'inclusion financière sur la .....	79
croissance économique .....	79
1. Test de Stationnarité : .....	79
2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001) .....	80
3. Significativité du modèle .....	81
4. Validation du modèle : .....	83
5. Estimation du modèle à correction d'erreur : .....	86
6. Discussion et interprétation des résultats .....	87
7. Interprétation économique : .....	88
Conclusion générale : .....	92
Bibliographie .....	93
Annexes .....	93